

# Pour une stratégie de préfiguration libertaire communaliste, vers une nouvelle transition historique

Proposition stratégique pour PEPS

## Résumé

Ce document propose une stratégie de préfiguration libertaire communaliste pour PEPS, visant à dépasser les crises écologiques, sociales et politiques contemporaines par la mise en place de structures de pouvoir horizontales.

En s'appuyant sur une analyse matérialiste de l'histoire des hiérarchies et des transitions sociales, ce texte montre comment les relations sociales et les bases matérielles peuvent être réorganisées pour faire émerger une société communaliste. Le modèle proposé permet d'expliquer l'incohérence des stratégies hiérarchiques et la nécessité d'une stratégie libertaire centrée sur la préfiguration d'assemblées, de communs et de socio-écosystèmes locaux divers. Il définit le rôle d'une organisation spécifique, telle que PEPS, comme opérateur stratégique facilitant la préfiguration, la confédération et la défense de déjà-là communalistes. Une trajectoire en plusieurs étapes et des moyens tactiques sont proposés pour permettre la réalisation de la stratégie présentée.

## Table des matières

|                                                                                                                         |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b><i>Pour une stratégie de préfiguration libertaire communaliste, vers une nouvelle transition historique.....</i></b> | <b>1</b>  |
| <b>Résumé .....</b>                                                                                                     | <b>1</b>  |
| <b>Introduction .....</b>                                                                                               | <b>2</b>  |
| <b>1) Modèle .....</b>                                                                                                  | <b>3</b>  |
| Hiérarchie et ressources vitales .....                                                                                  | 3         |
| Sociétés égalitaires.....                                                                                               | 4         |
| Mise en place et stabilisation des hiérarchies .....                                                                    | 6         |
| Sociétés inégalitaires.....                                                                                             | 9         |
| Les grandes transitions historiques.....                                                                                | 11        |
| Du primate alpha à la hiérarchie de dominance inversée .....                                                            | 13        |
| De l'économie à retour direct à l'économie à retour différé .....                                                       | 15        |
| De l'inégalité à l'État .....                                                                                           | 15        |
| Du féodalisme au capitalisme .....                                                                                      | 16        |
| Contradictions du capitalisme et germes du communalisme .....                                                           | 17        |
| <b>2) Stratégie .....</b>                                                                                               | <b>19</b> |
| Buts d'un mouvement communaliste .....                                                                                  | 20        |
| Stratégie générale d'un mouvement communaliste .....                                                                    | 22        |
| Tactiques et étapes nécessaires .....                                                                                   | 27        |
| Moyens proposés pour PEPS.....                                                                                          | 29        |
| Mise en place et objectifs tactiques .....                                                                              | 31        |
| <b>Conclusion .....</b>                                                                                                 | <b>34</b> |

## Introduction

Nous vivons aujourd'hui une intensification des crises écologiques et sociales : effondrement de la biodiversité et de la diversité culturelle, changement climatique, épuisement des ressources renouvelables, accroissement des inégalités économiques et sociales, crise de la démocratie, fascisation, etc. Ces crises globales, sources de nombreuses souffrances, menacent aujourd'hui la stabilité de nos sociétés et de nos écosystèmes et, à terme, la survie de l'espèce humaine.

Le consensus scientifique contemporain identifie notre système politique et économique (Dhakal et al., 2022) comme source de ces crises. Plus spécifiquement, le capitalisme et l'État sont généralement directement mis en cause (IPBES, 2024; Khalfan et al., 2023). Mais ces deux systèmes interdépendants ne sont que deux expressions historiques d'un même phénomène : les systèmes hiérarchiques de pouvoir. Nous entendons par là l'ensemble des systèmes reposant sur une organisation sociale hiérarchique et centralisée, où certains individus détiennent plus de pouvoir dans les décisions collectives et bénéficient davantage de l'organisation socio-économique. C'est ce concept qui s'exprime à travers le patriarcat, l'homophobie, le racisme, le colonialisme et encore bien d'autres. De ces hiérarchies systématisées découlent des dynamiques d'inégalités, d'exploitation, de compétition et de croissance infinie. C'est ici la racine de la crise écologique menaçant nos conditions d'existence, ainsi que de l'exploitation quotidienne de millions d'êtres-humains (IPBES, 2024; Dhakal et al., 2022; Khalfan et al., 2023).

Pourtant, d'autres mondes sont possibles. L'étude de l'histoire ou de l'archéologie et l'étude des projets révolutionnaires ou des sociétés égalitaires contemporaines nous démontre empiriquement que l'humain est capable de créer des sociétés égalitaires. Nous savons que les êtres humains sont capables de s'organiser collectivement, sur le temps long et de grandes étendues, sans user de systèmes de pouvoir hiérarchiques. Depuis le paléolithique en passant par l'Espagne anarchiste et jusqu'au Chiapas zapatiste et à la confédération Haudenosaunee, nous observons des sociétés capables d'articuler libertés individuelles et coordination collective. Ces sociétés organisent la satisfaction des besoins de tous en facilitant la participation de chacun. Elles sont marquées par un haut degré d'égalitarisme, une approche écologique du lien aux non-humains et une démocratie politique et économique poussée.

Ces sociétés représentent aujourd'hui le seul espoir pour l'humanité de mettre fin aux crises contemporaines, en dépassant le capitalisme et l'État centralisé. Si nous voulons éviter l'impensable, nous devons faire l'impossible : bâtir un monde meilleur. Ce travail de révolution sociale nécessite que nous soyons capables de comprendre l'origine des crises contemporaines et le fonctionnement des systèmes que nous cherchons à remplacer (hiérarchiques) ou à faire émerger (horizontaux).

Nous proposons ici un modèle des systèmes hiérarchiques et horizontaux, puis une théorie de la transition sociale. A partir de ces bases analytiques, nous pourrions construire une stratégie révolutionnaire communaliste, et nous proposerons une trajectoire pour que PEPS devienne l'un des opérateurs stratégiques facilitant ce changement global.

## 1) Modèle

### Hiérarchie et ressources vitales

Les humains sont capables de comportements égalitaires comme hiérarchiques dans différents contextes, et dans toutes les sociétés des individus cherchant à imposer leurs décisions à d'autres (Boehm, 1999). La capacité d'un individu ou d'un groupe à imposer ses décisions aux autres repose toujours, en dernière analyse, sur la capacité des dominants à monopoliser le contrôle d'une ressource vitale rare, et sur l'impossibilité pour les dominés d'accéder à une alternative.

Les dominants peuvent imposer leurs décisions, et donc maintenir des structures hiérarchiques de pouvoir, seulement s'ils ont le contrôle exclusif d'une ressource comme la nourriture (par le contrôle des stocks par exemple) (Testart, 1982) ou la sécurité physique (par la violence ou la menace de la violence) (Boehm, 1999; Weber & Gerth, 1958). Sans ce contrôle sur des ressources vitales, les dominés peuvent choisir de ne pas obéir aux dominants, rétablissant ainsi l'égalité dans la prise de décision collective (Testart, 1982). De même, si les dominés peuvent quitter le groupe des dominants en trouvant d'autres manières de répondre à leurs besoins (Scott, 2009), la structure hiérarchique s'effondre.

Les sociétés humaines de chasseurs cueilleurs du paléolithique, comme les sociétés de chasseurs cueilleurs à retour immédiat contemporaines, étaient vraisemblablement égalitaires (Testart, 1982). Notre espèce a en effet développé une structure sociale égalitaire durant son évolution, notamment grâce au langage et à une tendance à la coopération poussée (permettant la formation de coalitions égalitaires), à la création de technologies létales (égalisant les différences de force physique) (Boehm, 2001) et à une cognition morale centrée sur le soin et la réciprocité.

Nos sociétés ont vraisemblablement été égalitaires jusqu'au développement des premières technologies de stockage (Testart, 1982). Ces technologies permettent en effet de conserver des ressources alimentaires vitales pendant les périodes de pénuries, et d'en centraliser le contrôle en défendant les stocks. Pour que cela fonctionne, encore faut-il que les ressources stockées soient rares. C'est pour cette raison que les sociétés de collecteurs inégalitaires se sont développées dans des contextes où les ressources alimentaires vitales sont saisonnières : lors des périodes de pénurie, le contrôle des stocks permet d'imposer la domination par le chantage et la

dépendance (Testart, 1982). Comme nous le verrons, ce mécanisme fonde, à terme, l'émergence des sociétés de classe et des États.

Ce mécanisme n'est cependant pas seulement à l'origine de la domination de classe. La domination par le contrôle d'une ressource vitale et la dépendance qui en résulte explique, par exemple, la domination des grands mâles dans les groupes de chimpanzés (Boehm, 2001) ou la domination des pays colonisateurs sur les pays colonisés. Prenons simplement un autre exemple, celui du patriarcat. Les recherches contemporaines en anthropologie politique suggèrent que l'égalité de genre est elle aussi fondée par une logique matérielle de contrôle des ressources vitales. En effet, les structures patriarcales sont quasi-inexistantes dans les sociétés égalitaires de chasseurs cueilleurs à retour immédiat (Testart, 1982), et ce malgré les différences physiques entre hommes et femmes. Elles explosent cependant lorsque des sociétés à retour différé (Alesina et al., 2011) pratiquent la patrilocalité et la patrilinéarité (Lowes, 2020). Dans les systèmes patrilocaux, les nouveaux couples habitent dans le groupe social du mari, isolant la femme et offrant à l'homme une coalition familiale lui permettant une certaine impunité. Combiné à la patrilinéarité (héritage des biens et de la position sociale du père) et à la division genrée du travail, cette structure familiale offre aux hommes un accès privilégié à des moyens économiques importants, et contraint donc l'épouse dans une dépendance et une exploitation constante. Ce n'est qu'un exemple de la manière dont les hommes s'assurent un contrôle sur les femmes en usant de la violence ou de leurs ressources économiques, mais il nous permet de comprendre que ces mécanismes de contrôle de ressources vitales sous-tendent toutes les hiérarchies et fondent les inégalités de pouvoir économique et politique.

Avant d'explorer plus en détails les mesures que doivent prendre les dominants pour maintenir des systèmes de pouvoir hiérarchiques, nous allons d'abord présenter les piliers constitutifs des sociétés égalitaires.

## Sociétés égalitaires

Les sociétés égalitaires peuvent être caractérisées par trois aspects leur permettant de maintenir une structure horizontale : des liens métaboliques et affectifs denses et diversifiés aux non-humains (Stépanoff, 2024), assurant une certaine autonomie écologique, des structures économiques égalitaires (Testart, 1982) et des structures politiques égalitaires (Boehm, 2001).

Peut-être plus que toute autre espèce, les êtres-humains forment des liens complexes, divers et flexibles avec les autres vivants (Stépanoff, 2024). Dans toutes les sociétés nous étendons nos rapports sociaux au-delà de l'humain, et nous dépendons matériellement de ressources issues des non-humains. Mais dans les sociétés égalitaires ces liens ne prennent pas la même forme que dans les sociétés inégalitaires.

Les socio-écosystèmes formés par les sociétés égalitaires sont en effet issus d'un riche réseau de liens métaboliques (utilisation comme nourriture, matériaux, etc.) et affectifs/symboliques entre humains et non-humains. Charles Stépanoff détail les

principaux aspects de cette relation aux non-humains dans son ouvrage *Attachements* (Stépanoff, 2024). Dans ces sociétés, ces liens sont mêlés : les pratiques métaboliques, par exemple la chasse, intègrent des dimensions symboliques fortes. Ces liens sont aussi décentralisés, c'est-à-dire que tous les individus ont tendance à en tisser, sans centralisation par des spécialistes. De plus, les liens métaboliques et symboliques aux non-humains sont denses et diversifiés : les individus des sociétés égalitaires ont tendance à interagir avec un très grand nombre d'espèce de façon régulière. Ces liens sont aussi locaux. Finalement, ils sont souvent encadrés par des principes de réciprocité : les non-humains sont considérés comme des acteurs auxquels s'appliquent les normes morales humaines. Ces caractéristiques des liens métaboliques et affectifs assurent d'une part une certaine autonomie et résilience (individuelle par la décentralisation, collective par la localité) et un rapport écologique aux écosystèmes. Ils fondent aussi la condition de possibilité de l'autonomie économique et politique de ces sociétés.

Les sociétés égalitaires, nous l'avons évoqué, sont généralement des sociétés d'économie à retour immédiat, notamment définies dans les travaux de Alain Testart (Testart, 1982). Dans ces économies, les ressources sont consommées très rapidement après leurs collectes. Les besoins collectifs dirigent la production. Aucun stock de ressources vitales n'est accumulé. Cette économie se caractérise par une faible spécialisation et un temps de travail peu élevé (Sahlins, 1972). Les sociétés à retour immédiat pratiquent aussi le partage égalitaire des ressources alimentaires, et accordent des ressources vitales à tout individu en ayant besoin (logement, nourriture, etc.). De plus, les outils servant à la production de nourriture sont simples à produire et ne forment pas la base d'une propriété privée lucrative, ils sont plutôt régis par des coutumes de propriété d'usage (Bookchin, 1993). Cette structure économique assure la satisfaction des besoins de tous et ne produit pas d'inégalités économiques.

Finalement, les sociétés égalitaires sont stabilisées par des structures politiques horizontales, comme le démontrent Pierre Clastre (Clastres, 1974) et Christopher Boehm (Boehm, 2001). L'émergence de leaders imposant leurs volontés est strictement régulée par un ensemble de coutumes, normes et rituels antihiérarchiques. Ainsi les meilleurs chasseurs sont moqués, on désobéit à celui qui se comporte en chef trop longtemps, et les comportements dominants sont punis par des sanctions allant jusqu'à l'exécution. Cette structure sociale est parfois appelée « hiérarchie de dominance inversée » (Boehm, 2001) : les dominants sont systématiquement empêchés d'imposer leurs volontés à la communauté grâce à une coalition égalitaire des potentiels dominés. Et si la coalition échoue, il reste toujours la possibilité de la fuite, puisque les ressources vitales ne sont pas contrôlées par les dominants. Cette égalitarisme politique permet des prises de décisions collectives égalitaires et une forte autonomie individuelle, sans produire d'inégalités politiques fortes.

Notons que ces trois bases (une société écologique, des structures économiques égalitaires et des structures politiques égalitaires) forment à priori l'état de base des sociétés humaines qui est aussi historiquement le plus commun (lors du paléolithique) (Sahlins, 1972; Testart, 1982). Ces sociétés égalitaires existent encore chez certains chasseurs-cueilleurs (San, Aka, etc.) (Lee, 1979; Hewlett, 1994) comme

au cœur des initiatives révolutionnaires (Chiapas zapatiste, Rojava confédéraliste démocratique, Espagne anarchiste, etc.).

Voyons maintenant comment ces différentes caractéristiques socio-écologiques égalitaires sont détruites ou contournées par les dominants pour imposer et stabiliser des structures hiérarchiques de pouvoir.

## Mise en place et stabilisation des hiérarchies

Notons d'abord que les mécanismes décrits ci-dessous ne sont pas nécessairement mis en place consciemment par les dominants. Les individus occupant des postes de direction dans des structures de pouvoir hiérarchiques n'ont pas à être mal intentionnés ou cyniques pour que ces mécanismes soient mis en place, ils peuvent résulter de décisions visant à contribuer au bien commun (Scott, 1998). Ces mécanismes sont issus de processus systémiques, structurels, et émergent naturellement par un processus de sélection (Turchin, 2006) : les structures hiérarchiques ne les mettant pas en place sont écrasées par d'autres structures hiérarchiques, ou redeviennent égalitaires. Statistiquement, sur le temps long, les structures hiérarchiques survivantes sont donc celles faisant usage de ces mécanismes, indépendamment de la volonté de certains dominants bien intentionnés. Les structures de pouvoir développent une certaine autonomie, se renforcent et s'étendent souvent hors du contrôle des dominants.

Nous l'avons vu, les structures hiérarchiques de pouvoir reposent avant tout sur la capacité à contrôler des ressources vitales comme la nourriture ou la sécurité physique, créant ainsi une dépendance et une asymétrie de pouvoir. Nous avons vu le rôle que peuvent jouer les technologies de stockage, et avons évoqué la violence physique. Les structures hiérarchiques de pouvoir constituent généralement des armées en utilisant ce chantage aux ressources vitales, leur permettant ensuite de contrôler le reste de la société (Scott, 2017). Les armées sont une manière de rendre rare la sécurité physique, et d'en concentrer le contrôle : si vous n'obéissez pas aux dominants, vous serez tués. Weber note bien que l'État est défini par sa capacité à monopoliser, sur un territoire donné, l'usage « légitime » de la force (Weber & Gerth, 1958). Une forme plus discrète de cette dépendance est le chantage à la protection, qu'il soit utilisé par des mafias ou des seigneurs dans une société féodale. Notons que ce monopole ne peut exister qu'en détruisant les moyens de défense populaire, en créant une asymétrie de force. Les structures hiérarchiques de pouvoir ont donc tout intérêt à détruire et interdire les milices d'autodéfense populaire ou la possession d'armes capables de menacer l'armée. Citons finalement un autre exemple historique de contrôle par monopole sur les ressources alimentaires (et en bois) : le mouvement d'enclosure. La mise en enclos privés des terres communes en Europe à partir du XVI<sup>e</sup> siècle a créé une incapacité pour les paysans de survivre en utilisant ces ressources, créant une classe dépendante et dépossédée pouvant être mise au travail par le capitalisme naissant (Marx, 1867).

Cette forme de domination ne peut cependant s'exercer que si les populations n'ont pas la possibilité de fuir les structures hiérarchiques de pouvoir (Scott, 2009). L'histoire est d'ailleurs riche d'exemples de population fuyant les royaumes hiérarchiques pour trouver refuge dans les montagnes et marécages : Zomia, esclaves marrons, etc. Présentons sommairement trois contextes permettant la capture des populations par les dominants. D'abord, les populations exploitées ne peuvent pas fuir s'il n'existe pas de zone écologique permettant l'autonomie à proximité (Scott, 2009). Une population isolée dans une ville au milieu d'un désert ne peut pas fuir dans le désert. Les deux autres contextes sont issus de la création d'infrastructures de contrôle du déplacement des populations. D'abord, les structures hiérarchiques de pouvoir peuvent créer des murs pour contrôler les populations urbaines (Scott, 2017). Mais il existe une alternative aux murs : des technologies permettant une capacité de déplacement supérieur pour les dominants (Berger, 2024). Il ne sert à rien de fuir à pied une armée se déplaçant à cheval sur une route pavée. En revanche, fuir dans une montagne accidentée où aucune route n'existe et où les chevaux ne peuvent pas se déplacer peut permettre d'échapper au pouvoir central. Les structures de pouvoir hiérarchiques ont donc un intérêt constant à créer des technologies et infrastructures permettant un accès facilité aux fuyards (quitte à modifier les écosystèmes naturels).

Même une population captive peut trouver des moyens de désobéir à une structure de pouvoir hiérarchique si des alternatives aux ressources vitales centralisées existent (Scott, 2017). Ainsi, les dominants s'efforceront de surveiller et contrôler les économies, marchés et routes commerciales. De même, les structures hiérarchiques de pouvoir ont un intérêt fort à détruire les liens écologiques qui permettent l'autonomie des populations. Comme détaillé par Stépanoff (Stépanoff, 2024), cela passe par le détricotage des liens métaboliques et affectifs des sociétés égalitaires. Les liens métaboliques et affectifs aux non-humains sont ainsi séparés : les dominants gardent la main sur les liens symboliques et affectifs, et relèguent les liens métaboliques vidés de leur substance, entretenus par des classes subalternes. Les dominants parlent aux esprits, les dominés tuent les vaches. Plus encore que cette séparation, les structures hiérarchiques de pouvoir ont besoin d'appauvrir et de simplifier les liens aux non-humains. Il sera en effet plus difficile pour une population ne connaissant pas son environnement et ne dépendant que de quelques espèces de se dégager de la dépendance à des structures hiérarchiques de pouvoir. Ainsi, les sociétés inégalitaires présentent une tendance à la création de monocultures (Shiva, 1993; Stépanoff, 2024). De plus, l'étalement des liens sur de grandes distances géographique, accompagné par une spécialisation dans la production, permet de créer une dépendance globale. Les sociétés hiérarchiques produisent donc des liens étalés, centralisés, spécialisés, pauvres et uniformes aux non-humains. Cela mène aussi les systèmes hiérarchiques de pouvoir à s'affranchir des normes morales de réciprocité aux non-humains caractérisant les sociétés égalitaires (Stépanoff, 2024).

Cette dépendance, soutenue par la capture des populations et la simplification écologique, reste vulnérable à une dernière forme de contestation : la révolte. Ainsi, comme nous l'avons décrit, les structures hiérarchiques de pouvoir ont tout intérêt à créer une asymétrie de pouvoir militaire entre les dominés et les dominants. Mais avant d'en arriver à la répression, les dominants peuvent mettre en place une autre forme de

pacification : le mensonge. Convaincre les dominés qu'ils ne peuvent pas – ou ne devraient pas – se révolter, en usant de dispositifs rhétoriques et idéologiques, permet aux structures hiérarchiques d'éviter la confrontation. Cette forme de contrôle, souvent assurée par la propagande politique ou religieuse, devient beaucoup plus efficace après l'invention des médias de masse (Herman & Chomsky, 1988) et des écoles d'État.

Le maintien de ces outils de domination nécessite toujours des moyens importants, et le succès des structures hiérarchiques de pouvoir dépend donc de leur capacité à extraire de la valeur des sociétés et écosystèmes qu'ils gouvernent (Marx, 1867; Moore, 2015; Scott, 2017; Turchin & Nefedov 2009). Cela passe par le développement de structures économiques hiérarchiques, et notamment par la propriété lucrative de la terre et des moyens de production. Des technologies sociales de taxation doivent aussi être mises en place pour systématiser l'extraction de la survalueur : service militaire, corvée, taxe sous forme de ressources ou d'argent, etc (Scott, 2017). Ce besoin de profit motive aussi la recherche de nouvelles sources de travail peu coûteux (création de catégories sociales exploitables, rapt d'esclave, etc.) (Scott, 2017) et de ressources peu coûteuses (nouvelles ressources naturelles dont l'extraction entraîne des externalités négatives peuvent être ignorées par les dominants) (Moore, 2015).

En plus de l'importance de l'extraction d'un bénéfice permettant de financer les outils de contrôle des dominants, il existe une seconde force poussant les structures hiérarchiques à s'étendre : la compétition. Les structures hiérarchiques de pouvoir étant capables de soumettre des populations pour les exploiter, la survie d'autres structures de pouvoir dépend souvent de leur capacité à rivaliser avec ces ennemis potentiels. Si plusieurs structures hiérarchiques existent, elles finissent généralement par rentrer en compétition (Turchin, 2015). Puisque toutes les structures hiérarchiques de pouvoir sont des ennemis potentiels, il vaut souvent mieux les annexer pour ne pas être menacé. Cette tendance à la compétition, à la guerre, à l'invasion et à la colonisation est bien attestée dans les sociétés hiérarchiques (Scott, 1998; 2017; Turchin, 2006). Elle justifie les pires exactions : guerres de capture d'esclaves, ravages écosystémiques, contrôle de la reproduction pour augmenter la démographie, etc. (Scott, 2017). Les structures hiérarchiques de pouvoir ont une tendance hégémonique : leur logique de croissance et d'expansion finit par produire un monde où chaque aspect de l'écosystème ou de la société est vu à travers le prisme de la domination et de l'exploitation de la valeur (Marx, 1867; Scott, 1998).

A chaque fois qu'une structure hiérarchique de pouvoir cherche à agir sur l'écosystème ou la société, elle a besoin de comprendre ce qu'elle souhaite influencer. Pour agir (positivement ou négativement) sur un socio-écosystème il faut être capable de le penser, de le modéliser, de prédire ses réactions. Les liens entre hiérarchie et simplifications présentés ici sont détaillés par James C. Scott (Scott, 1998). Les structures hiérarchiques de pouvoir ont donc besoin de récolter des informations sur les socio-écosystèmes qu'elles gouvernent. La première difficulté de ce processus est que plus la complexité du système est grande, plus l'effort à fournir pour collecter les informations est grand. Une partie des informations est nécessairement perdue ou volontairement négligée. Une fois récoltées, les informations sont combinées pour créer



un modèle du réel : cartes, statistiques nationales, etc. Ces modèles, comme tous les modèles, sont des généralisations et des simplifications du réel. Plus un modèle est large, moins il prédit efficacement les cas spécifiques (Levins, 1966). Les informations et modèles utilisés par les structures hiérarchiques de pouvoir doivent aussi remonter des chaînes administratives où de moins en moins d'individus sont présents, et ce jusqu'au pouvoir central. Ce bottleneck d'information, combiné aux simplifications des modèles et aux oublis des informations, rend le pouvoir central myope. Il n'a accès qu'à une version simplifiée, parcellaire, du réel. Cela mène régulièrement les structures de pouvoir hiérarchiques à prendre des décisions pouvant avoir des effets désastreux sur les équilibres sociaux et écologiques qu'ils ignorent. Plus encore, cet état de fait crée un intérêt pour les structures hiérarchiques de pouvoir à simplifier le réel pour le rendre plus prédictible. Les hiérarchies s'épanouissent dans la lisibilité des socio-écosystèmes : la simplification et l'uniformisation garantissent leur efficacité. Ce principe mène tout autant au contrôle fin du travail par des systèmes comme le taylorisme qu'à la monoculture de pins pour la production de bois, ou à la destruction systématique des langues régionales.

Les moyens que nous avons décrits ici ont été mis en place par les grandes structures hiérarchiques historiques, et sont toujours utilisés par les structures contemporaines comme l'État-nation ou l'économie capitaliste. Ces outils se sont cependant raffinés et modifiés en fonction du contexte écologique, technologique et institutionnel produit par l'histoire. Pour autant, les mécanismes sous-jacents restent les mêmes. Nous allons maintenant décrire la forme des sociétés hiérarchiques produites par ces processus, et les crises systémiques contemporaines en résultant.

## Sociétés inégalitaires

Si les sociétés égalitaires se caractérisent par une relative autonomie et une réciprocité écologique et par des structures économiques et politiques horizontales, les sociétés inégalitaires produisent les dispositions inverses. Elles présentent en effet une forme politique et économique hiérarchiques, et des socio-écosystèmes pauvres, dépendants et antiécologiques.

La simplification des écosystèmes et des sociétés, ainsi que la destruction des liens métaboliques et affectifs locaux, crée un contexte écologique particulièrement dévasté. Les écosystèmes non-rentables sont détruits et artificialisés (Scott, 2017), et les écosystèmes productifs sont exploités au maximum, sans regard pour les externalités négatives (Moore, 2015). Les individus vivant dans des sociétés inégalitaires sont généralement éloignés des autres espèces, vivant une relation au vivant basé sur la consommation encadrée par les structures hiérarchiques de pouvoir (Stépanoff, 2024). Les équilibres socio-écologiques locaux, basés sur la réciprocité, tendent à s'effondrer dans l'indifférence relative d'une population séparée du reste de la nature. L'ensemble de ces facteurs (artificialisation, exploitation, pollution, simplification, destruction des relations réciproques et séparation société/écosystème) sont les causes premières des grandes crises écologiques contemporaines : pollution, épuisement des ressources, perturbation des cycles géo-biochimiques, changement

climatique et effondrement de la biodiversité (Dhakal et al., 2022 ; IPBES, 2024). Les causes proximales des extinctions sont directement analysées par les scientifiques comme émanant de ces structures économiques et politiques hiérarchiques (IPBES, 2024). Les sociétés égalitaires ne sont pas des utopies sans conflits entre humains et non-humains, mais ces intérêts divergents sont encadrés et stabilisés par normes issues de la coévolution entre écosystèmes et institutions égalitaires locales (Stépanoff, 2024).

De même que la simplification écologique mène à une crise de la biodiversité, la simplification sociale mène à une exceptionnelle simplification et uniformisation des cultures humaines. Croyances, modes de subsistances, cuisine, langues et autres phénomènes issus de la diversité culturelle tendent à converger sous la pression croissante des États et des marchés (Scott, 1998). L'extinction linguistique, simple à quantifier, est un proxy efficace pour mesurer cet effondrement : sa vitesse dépasse celle des extinctions de la biodiversité (Bromham et al., 2021). Les études statistiques, comme les cas historiques, montrent que les États détruisent systématiquement les langues locales sur le temps long (Scott, 1998 ; Ang, 2020). Les phénomènes proximaux les plus corrélés à l'extinction linguistique sont les routes (connectées à des centres étatiques et à des marchés capitalistes) et le nombre d'années d'éducation dans des écoles d'État (Bromham et al., 2021). Ce sont, nous l'avons vu, de outils privilégiés des structures hiérarchiques aboutissant au contrôle des populations. La perte de diversité culturelle réduit aussi la diversité des savoirs écologiques (Levis et al., 2024), des formes d'organisation sociale (Scott, 1998) et des réponses possibles aux crises (Ember et al., 2020). La chute de la diversité culturelle est très fortement corrélée à la chute de la diversité biologique (Levis et al., 2024) : les socio-écosystèmes sont des ensembles en interaction détruits par les simplifications et extractions hiérarchiques.

Bien sûr, les sociétés inégalitaires présentent des structures économiques hiérarchiques. Ce sont des sociétés de classe : les relations de production (qui peut ou ne peut pas exploiter un moyen de production par exemple) sont différentes pour le groupe dominant (possédant) et dominé (travailleurs) (Marx, 1867). Les sociétés de classe englobent les sociétés esclavagistes, féodales, capitalistes, etc. Leur économie, si elle n'est pas limitée par des institutions plus égalitaires, produit une accumulation progressive des ressources entre les mains de la classe possédante et donc, symétriquement, l'appauvrissement relatif des travailleurs (Piketty, 2019). Si ces économies peuvent dégager une richesse absolue plus grande pour les travailleurs, les inégalités et la pauvreté relative y sont toujours présentes (Kuznets, 1955). La pauvreté relative a, par ailleurs, un impact indépendant de la pauvreté absolue et cause l'augmentation : des maladies physiques, des maladies psychologiques, du mal-être et du stress, des délits, des crimes, etc. (Sapolsky, 2005 ; Wilkinson & Pickett, 2009). Elles produisent aussi une croissance économique nécessaire (d'autant plus forte dans les économies capitaliste) justifiant guerres, colonialisme, destruction écologique et exploitation généralisée, tout en produisant de nombreuses externalités négatives.

Finalement, les sociétés inégalitaires sont des sociétés étatiques, ou proto-étatiques. L'État est une structure de pouvoir hiérarchique, centralisée, monopolisant le contrôle du pouvoir juridique, militaire et politique sur un territoire donné (Malatesta,

1920; Weber & Gerth, 1958). Il ne faut pas confondre « État » et « coordination politique territoriale à grande échelle », la différence entre un État et une confédération de commune, par exemple, réside en la nature hiérarchiques et centralisé de l'État (Bookchin, 1982). L'État est un appareil permettant la domination de classe (Vladimir Lenin, 1917). Il permet aux dominants d'imposer leurs décisions aux dominés, et est donc l'outil d'expression de l'inégalité politique de ces sociétés. De plus, il produit naturellement de nouvelles divergences d'intérêts et de nouvelles inégalités de pouvoir entre gestionnaires étatiques et citoyens administrés (Malatesta, 1920; Scott, 1998). L'État, par définition, est une pratique antinomique à la démocratie (Bookchin, 1982). C'est aussi cet appareil étatique centralisé qui permet historiquement aux projets fascistes de prendre forme. Sans contrôle égalitaire, l'État peut donc tendre à dériver vers le fascisme.

Ce sont donc bien les structures de pouvoir hiérarchiques qui sont à l'origine des grandes crises contemporaines, qu'elles soient écologiques, sociales, économiques ou politiques. Il ne s'agit pas de dérives ponctuelles ou d'accidents, mais le fruit de tendances systémiques, structurelles, liées à la nature même de ces entités. Résoudre ces crises nécessite vraisemblablement de remplacer les systèmes de pouvoir hiérarchiques par des systèmes de pouvoir horizontaux. Pour comprendre comment les systèmes de pouvoir se transforment, et comment nous pourrions établir une société égalitaire résolvant les grandes crises contemporaines, nous allons maintenant explorer les principales transitions historiques des systèmes de pouvoir.

## Les grandes transitions historiques

Nous allons présenter brièvement quatre grandes transitions historiques à la lumière du modèle de transition marxiste tel que présenté par Maurice Godelier. Nous verrons d'abord comment les sociétés inégalitaires des ancêtres communs des humains et des chimpanzés ont donné naissance aux sociétés égalitaires humaines (en nous appuyant sur les travaux de Christopher Boehm, 2001). Nous verrons ensuite comment ces sociétés sont passées d'économie à retour immédiat à des économies de retour différé (Testart, 1982). Nous verrons aussi comment ces sociétés peuvent donner naissance à des États (Scott, 2017). Finalement, nous décrirons la transition du modèle économique féodal au modèle capitalisme (tel que décrit par Marx et rapporté par Godelier, 2002).

Pour se faire, il nous faut d'abord résumer la théorie de la transition présentée par Godelier (Godelier, 2002). Le marxisme décrit les systèmes économiques comme résultant de l'interaction entre la base productive (travail, ressources, moyens de production, savoirs, infrastructures, etc.) et les rapports sociaux de production (organisation du travail, règles de propriété et de distribution, etc.). De façon plus générale, nous parlerons ici de base matérielle de pouvoir (socio-écosystème, cognition humaine, information, etc.) et des rapports sociaux de pouvoir (organisation politique, économique, etc.). Godelier présente un rapport dialectique entre base et rapports sociaux. D'une part la transformation de la base dépend des rapports sociaux, et sera modelée par eux, et d'autre part, le développement de la base finit par créer des

situations où les rapports sociaux sont incompatibles avec la réalité physique et doivent changer. C'est la transformation des réalités matérielles qui mène, à terme, à la possibilité de changements sociaux stables.

La dynamique décrite par Godelier peut se découper en trois moments : 1) la période de naissance et d'essor du nouveau mode de production, accompagnée du déclin du précédent, 2) la période de maturation, d'épanouissement et de domination du nouveau mode de production et 3) la période déclin et de dissolution de ce mode de production, accompagné par l'apparition de nouveaux rapports de production. Dans la première phase, l'établissement récent de nouveaux rapports sociaux permet le développement de l'ancienne base selon les principes du nouveau mode de production : les moyens de production, par exemple, sont rendus plus cohérents avec l'organisation nouvelle du travail. Une fois cet équilibre atteint, nous rentrons dans la seconde phase, qui se caractérise par un développement assez linéaire des forces productives : le système fonctionne et s'épanouit. Mais force de transformation de la base au fil du temps, les forces productives ont tellement changé que les rapports sociaux ne sont à nouveau plus cohérents avec elles : c'est la troisième étape. Ici, de nouvelles formes de rapports sociaux, plus en adéquation avec la nouvelle base, commencent à émerger çà et là, pendant que le système économique dominant rentre en crises. C'est avec la multiplication de ces nouvelles pratiques qu'un nouveau mode de production va naître (on appelle cette étape « subsumption formelle »). Nous revenons donc à la première étape, où l'ancienne base est reconfigurée par les nouveaux rapports de production (« subsumption réelle »). Et ainsi de suite. Il en ira de même pour notre modèle plus général, où les bases et rapports sociaux ne sont pas uniquement « de production » mais plus généralement « de pouvoir ».

Quelques précisions s'imposent avant d'aller plus loin. Tout d'abord, la suite que nous allons décrire n'est pas la « direction de l'histoire ». Les processus d'évolution sociale sont à priori directionnellement neutres : les formes d'organisation se diversifient par essais-erreurs, sans direction préférentielle. Ni la complexification, ni la hiérarchisation, ni l'augmentation de l'égalité ou de l'exploitation ne sont plus probables. Cependant, nous observons une tendance à la complexification sociale. Pour le comprendre, notons qu'il existe un seuil minimum de complexité en dessous duquel un système s'effondre car il n'est plus assez efficace (Stephen Jay Gould, 1996). Cela crée une directionnalité dans les changements sociaux possibles : les sociétés se « simplifiant » disparaissent et seuls des sociétés aussi complexes et efficaces, voir plus complexes ou plus efficaces, survivent. De plus, il existe aussi un ordre logique dans les transformations sociales : aucune société ne peut passer d'une économie de chasseurs cueilleurs égalitaires à une économie capitaliste mondialisée sans étapes intermédiaires (Testart, 1982). Il faut finalement noter qu'après certains changements complets de l'organisation d'un système (parfois très rares ou difficiles), un retour en arrière dans la séquence peut devenir quasi-impossible (Szathmáry & Maynard Smith, 1997). C'est cet effet de cliquet (Tennie et al., 2009) qui nous bloque parfois dans des systèmes sous optimaux. La combinaison de ce seuil minimal de complexité, de l'ordre logique de la séquence et de l'effet de cliquet produit, sur le long terme, un effet de « complexification » (Knoll & Bambach, 2000) : l'histoire semble avoir un sens.

Cependant, ces tendances sont simplement statistiques et ne s'appliquent qu'à certaines formes de complexité.

Si l'évolution sociale décrite par ces transitions tend, à priori, à une augmentation statistique de certaines formes de complexité, il ne faut pas sous-estimer la potentialité de transformation sociale par « réduction » de la complexité sous certaines contraintes. Il est important de ne pas confondre « développement » dans le sens de transformation et « développement » dans le sens d'augmentation. Les transitions sociales sont issues de transformations des forces de production, et ces transformations peuvent se caractériser par des appauvrissements et effondrements, ou abandon d'une technique, comme par des accumulations et développement linéaires. Nous parlerons ici de développement dans son sens de « transformation ».

De plus, cette séquence ne décrit aucune amélioration morale. Elle n'est pas normative, simplement descriptive. Les chasseurs cueilleurs à retour immédiat ne sont pas une forme sociale obsolète propre au passé, pas plus que le capitalisme ne représente un progrès ou un aboutissement de l'évolution culturelle humaine. Ni la taille d'une société, ni la taille de son économie, ni sa démographie, ni ses technologies, ne sont des indicateurs d'une supériorité morale ou d'un progrès social. La complexité ne doit pas être moralisée, et ne mène pas toujours à des résultats plus souhaitables ou plus justes.

Précisons finalement que cette séquence ne place pas les causes écologiques, démographiques ou autres au-dessus d'autres facteurs. Il serait de faux de penser que les relations sociales ne peuvent pas transformer la société : la modification des relations sociales permise par la transformation de la base de production ou de pouvoir permet des transformations globales stables. Ces transformations sont justement causées par la prise en charge de la base matérielle par ces relations sociales. L'histoire décrite ici est une danse dialectique entre base matérielle et formes d'organisation sociales, pas un modèle unidirectionnel.

Finalement, peu importe la justesse conceptuelle de notre modèle, compréhension de la configuration actuelle du monde et de ses possibilités ne sera jamais suffisante pour nous permettre de prédire l'avenir. Nous ne pensons pas que le capitalisme deviendra inévitablement le socialisme, d'autres sociétés de classe issues de ses contradictions pourraient lui succéder (Yanis Varoufakis, 2023). Pour autant, notre modélisation actuelle du monde nous permet de penser que cette transition égalitaire vers le socialisme tout aussi probable. Ces précisions faites, appliquons maintenant notre modèle à quelques cas historiques éclairants.

## Du primate alpha à la hiérarchie de dominance inversée

Chez les grands singes (chimpanzés, bonobos, gorilles, etc.), l'organisation sociale repose largement sur des hiérarchies de dominances : certains individus ont accès en priorité aux ressources ou aux opportunités de reproduction, au détriment d'autres individus. Cette dominance est imposée par des individus violents,

souvent des grands mâles, formant des coalitions spontanées basée avec d'autres individus. Les dominés, lésés et frustrés par ces processus, ne sont généralement pas en mesure de coopérer pour renverser les dominants. Ces rapports sociaux hiérarchiques étaient probablement ceux de nos ancêtres communs avec les chimpanzés et les bonobos. Pourtant, cette organisation sociale est extrêmement différente de celle observée chez les humains dans des contextes écologiques similaires : tout porte à croire que les groupes de chasseurs cueilleurs paléolithiques vivant dans des écosystèmes forestiers étaient égalitaires. Nous avons précédemment décrit les sociétés égalitaires humaines, et ces chasseurs cueilleurs en sont un exemple parfait. Expliquons cette transition, advenue au cours de l'émergence de la lignée Homo, en suivant les écrits de Christopher Boehm (Boehm, 2001) et de Sarah Blaffer Hrdy (Hrdy, 2009).

Nous l'avons évoqué, il n'y a pas de différences écologiques fortes entre le cadre de vie des humains et des chimpanzés. De façon assez unique, la modification de la base matérielle du pouvoir est ici une modification de la biologie des individus : ce sont les différences physiques et cognitives humaines apparues lors de notre histoire évolutive qui ont transformé notre mode de production. Si les chimpanzés peuvent imposer la domination par l'usage de la force physique létale, inégalement distribuée entre grands mâles et femelles plus petites, ou entre individus mieux entourés ou plus forts, ce mécanisme est rendu inopérant par la biologie et la cognition humaine. En effet, notre espèce présente notamment une capacité à créer des outils létaux, égalisant la force entre tous les individus (Bingham, 1999; Wrangham, 2018). Les être-humains possèdent aussi un langage symbolique plus complexe et flexible que ceux des autres primates, permettant une coordination efficace. Nous déployons finalement une cognition sociale reposant sur une « théorie de l'esprit » nous permettant de comprendre les croyances, connaissances, intentions et désirs d'autres humains (Towner, 2010). Ce sont ces trois caractéristiques qui expliquent le mieux notre nature égalitaire (Boehm, 2001). Il faut rajouter à cela un ensemble d'autres caractéristiques ayant vraisemblablement co-évoluer avec celles-ci : une haute propension à l'apprentissage social et une culture cumulative (Tennie et al., 2009), des tendances prosociales à la tolérance et la coopération ancrées dans une cognition morale basée sur la réciprocité, un système familial laissant une place au soin paternel et à l'allo-parentalité (Hrdy, 2009), de plus grands groupes, une grande flexibilité écologique, via la culture, menant à la création régulière de nouvelles niches écologiques (F John Odling-Smee et al., 2003), etc. Les dominés humains sont ainsi capables de former très efficacement de grandes coalitions contre les dominants (par le langage et une bonne compréhension mutuelle), de bien prédire le comportement des dominants et d'user d'outils pour les tuer (Boehm, 2001). Notre propension plus forte à l'entraide et au soin rend aussi la domination moins stable socialement. Finalement, nos capacités culturelles fixent des technologies sociales égalitaristes (Boehm, 2001).

Ce sont en effet ces bases matérielles permettant une nouvelle forme de rapports sociaux : la hiérarchie de dominance inversée et l'économie égalitaire à retour immédiat. Il s'agit d'un mode d'organisation social reposant sur l'égalité par la suppression des potentiels dominants (via la moquerie, le partage obligatoire, l'ostracisme des dominateurs, etc.), comme nous l'avons expliqué plus haut. C'est cette

organisation sociale qui a vraisemblablement existé pendant la majorité de l'histoire de notre espèce et qui est à l'origine du succès évolutif incroyable d'Homo sapiens. Les formes culturelles de ces normes antihiérarchiques sont autant d'outils ayant permis de stabiliser la coopération et la culture cumulative (Tennie et al., 2009), et donc de développer les forces productives dans les sociétés humaines.

## De l'économie à retour direct à l'économie à retour différé

Notre espèce, grâce à son organisation sociale et sa cognition permettant le développement d'une culture cumulative particulièrement riche et flexible, a progressivement colonisé l'ensemble de la planète. Se faisant, nous avons découvert des environnements divers, très différents des forêts et savanes d'Afrique centrale. Un jour, des sociétés humaines ont été plongées dans des écosystèmes où les ressources vitales sont saisonnières : migrations de saumons, noix, céréales, etc. Ces écosystèmes étaient probablement exploités de façon ponctuelle, saisonnières, par les populations de chasseurs cueilleurs à retour immédiat. Mais parfois, certaines de ces sociétés ont inventé des technologies de stockage des ressources vitales : salage, fumage, froid, etc. Comme expliqué par Alain Testart (Testart, 1982), lorsque cette technologie et des ressources vitales rares saisonnières co-occurrent, elles permettent le contrôle des stocks, la dépendance, et le développement de nouvelles formes de rapports sociaux de pouvoir : les hiérarchies des sociétés inégalitaires à retour différé. Bien que nombre de ces sociétés soient agricoles, il existe bien d'autres alternatives (comme les migrations de saumons, certains arbres ou animaux domestiques, etc.).

Nous avons déjà expliqué la logique menant à l'émergence des hiérarchies dans les sociétés : la capture d'une ressource vitale par une élite permet une asymétrie dans les décisions collectives, et un asservissement par la dépendance et la dette. Bien que ce mécanisme inégalitaire soit particulièrement puissant, dans les sociétés de collecteurs à retour différé, il cohabite avec des technologies égalitaires pouvant parfois limiter le contrôle absolu des chefs (ex : les potlachs). Pour autant, la lutte entre dominants et dominés résulte tendanciellement en une victoire des dominants. Ces sociétés se caractérisent donc par des systèmes politiques inégalitaires reposant sur des chefferies héréditaires en compétitions contrôlant d'autres familles ou individus. Cela s'accompagne généralement par un patriarcat marqué, la vente de femmes et d'importantes inégalités de genre (Testart, 1982). La stabilisation de ces rapports de pouvoir mène souvent à l'émergence de l'esclavage, à l'accumulation matérielle et à une sédentarisation et à une plus grande densité de peuplement (Testart, 1982).

## De l'inégalité à l'État

Dans les sociétés inégalitaires, le développement de la base de pouvoir peut mener à l'émergence d'un État. Il semblerait que certaines conditions écologiques rendent cette transition plus facile : la plupart des premiers États se développent lors de la fin de l'ère glaciaire, dans des zones favorables à la pratique de l'agriculture (Scott,

2017). Ce n'est pas l'agriculture en soi, pratiquée parallèlement aux autres formes de subsistance depuis des millénaires, qui permet l'émergence de l'État. Ce qui la facilite, c'est plutôt la nature saisonnière, prédictible, stockable et appropriable des céréales annuelles (Scott, 2017) (mais certains États ont eu comme base d'autres ressources vitales lisibles, voir Stépanoff, 2024). L'existence conjointe d'une base de pouvoir inégalitaire et d'une ressource vitale hautement lisible permet la stabilisation des États. De même, la sédentarisation semble faciliter l'émergence des États mais elle n'est ni absolument nécessaire (État nomade mongole, voir Berger, 2024), ni absolument suffisante (cultures sédentaires égalitaires ou non-Étatiques). Quoi qu'il en soit, les premiers États se développant dans le croissant fertile ou la vallée du Nil, par exemple, ont à priori émergé de sociétés inégalitaires, sédentaires, plongées dans un contexte écologique favorisant la cultivation de céréales (Scott, 2017). La culture de céréales annuelles est à une technologie de contrôle très efficace pour les élites : on ne peut pas cacher l'avancement de la pousse du blé (contrairement aux pommes de terre, par exemple), on ne peut pas défendre facilement un champ de blé contre un collecteur de taxe, le blé est simple à stocker durablement et à diviser (pour servir d'unité d'échange), il est compatible avec une augmentation de la natalité, etc. Cela a donc permis aux élites d'accroître leur pouvoir sur la population, d'extraire plus de valeur, et de disposer de moyens économiques énormes. Pour contrôler la population grandissante et le surplus inédit de cette nouvelle base, les élites ont pu mettre en place un nouveau type de relations sociales de pouvoir : l'État et les économies de classe. La relation au pouvoir se détache du strict critère héréditaire pour devenir un pouvoir de classe : des catégories de la population, et non plus simplement des familles, ont des places différentes dans l'appareil de production et de gestion politique. La classe possédante contrôle la production, les travailleurs sont exploités. C'est la naissance des rois, des grandes économies esclavagistes, etc. (Scott, 2017). Toutes les inégalités précédentes tendent à s'accroître. Les moyens déployés par cette nouvelle forme de relations sociales de pouvoir ont permis, petit à petit, de développer les outils et infrastructures permettant la stabilisation de l'État : écriture, nombres, routes pavées, grandes armées, etc.

Nous allons ici simplifier le processus historique ayant mené à l'émergence du capitalisme : nous allons ignorer la transition des premières économies de classe au féodalisme médiéval, et allons reprendre notre récit au crépuscule de ce mode de production.

## Du féodalisme au capitalisme

À la fin du Moyen Âge européen, le mode de production féodal entre en crise. Décrivons cette transition selon Marx, synthétisé par Godelier (Godelier, 2022). Les forces productives qu'il avait développées – artisanat, commerce, agriculture – deviennent incompatibles avec les rapports sociaux qui les encadraient. La rente en nature se transforme en rente monétaire, les échanges marchands s'intensifient, et les anciens liens personnels de dépendance cèdent la place à des rapports impersonnels médiatisés par l'argent. Ce sont les seigneurs eux-mêmes, cherchant à accroître leur richesse, qui dissolvent peu à peu le système féodal en expropriant les paysans et en



transformant les terres communes en propriétés privées (les enclosures). Cette séparation des producteurs d'avec leurs moyens de subsistance crée une nouvelle catégorie d'hommes et de femmes libres de leur personne, mais dépourvus de ressources : les futurs travailleurs salariés, le prolétariat. Nous avons décrit plus haut comment ces processus mènent à des situations extrêmes de dépendance et d'exploitation économique.

C'est dans cette phase que s'instaurent les nouveaux rapports de production capitalistes : le travail devient une marchandise, le producteur ne possède plus son outil, et la production s'organise autour du capital privé cherchant la valorisation de la valeur. Dans un premier temps, ces rapports ne transforment pas encore la base technique de la production. Les capitalistes se contentent de subordonner à leur commandement les formes héritées du travail artisanal et manufacturier. Les nouvelles relations sociales de pouvoir mènent à une reconfiguration du travail : allongement de la journée, intensification de la cadence, discipline nouvelle, etc. Cependant, les outils et la division technique héritée du féodalisme ne sont pas altérés. Mais à terme, pour maintenir sa rentabilité, le capital doit accroître la productivité du travail, et donc transformer la base matérielle elle-même.

Le capital recompose alors le procès de production selon sa logique propre. La révolution industrielle est la matérialisation de cette mutation : le machinisme, la division du travail, la science et l'énergie se combinent pour former une base productive entièrement nouvelle. Le travailleur devient un rouage d'un système technique qui s'auto-valorise, la connaissance scientifique remplace le savoir artisanal et la production cesse d'être déterminée par les limites du corps humain. Le capitalisme acquiert alors une cohérence systémique stable. Le rapport social capitaliste – celui du travail libre et du capital – est désormais indissociable de la base matérielle qu'il a engendrée. Là où le pouvoir reposait sur la possession de la terre et la hiérarchie personnelle, il repose dans ce nouveau mode de production sur la maîtrise du capital, c'est-à-dire sur la capacité d'organiser et d'accumuler le travail abstrait. Ce nouvel ordre ouvre un cycle historique inédit : celui d'un mode de production fondé sur la croissance autonome de la valeur, et d'une explosion des forces productives au service du pouvoir central. Cette nouvelle forme économique permet aussi, petit à petit, l'émergence de l'État moderne : un outil sophistiqué de surveillance, régulation sociale, modélisation et contrôle des dominés (Foucault, 1978). Les sociétés capitalistes se caractérisent par une inégalité endémique extrême entre travailleurs et possédants (malgré les mécanismes égalitaires arrachés au pouvoir par les travailleurs) (Piketty, 2019), une inégalité politique marquée (notamment issue du contrôle de l'économie par la bourgeoisie) (Gilens & Page, 2014) et une dynamique écocidaire intrinsèque (Moore, 2015).

## Contradictions du capitalisme et germes du communalisme

Nous allons tenter d'analyser les transformations contemporaines du capitalisme permettant d'entrevoir, peut-être, le début d'une nouvelle transition

historique vers un système que nous appellerons « communaliste » (décrit plus bas). Ces réflexions, largement amorcées par Murray Bookchin (Bookchin, 1982), constituent ici une hypothèse spéculative personnelle.

Comme nous l'avons déjà décrit, le capitalisme et son État provoquent des crises écologiques d'une ampleur planétaire, menaçant les conditions d'existence de l'humanité. Il s'agit paradoxalement de la principale transformation de la base productive rendant probable (et nécessaire) l'émergence du communalisme. Le capitalisme repose sur une croissance infinie fondée sur la création constante de « cheap nature » (Moore, 2015). Même si de nouveaux fronts d'exploitation s'ouvrent (fonds marins, séquences ADN, etc.), de nombreuses ressources critiques finiront par s'épuiser (pétrole, gaz, etc.). De plus, les crises écologiques pourraient tendre à rendre les chaînes logistiques mondiales – dont dépendent les flux du capital – de plus en plus instables. Le réchauffement climatique et la perte de biodiversité érodent la sécurité alimentaire, énergétique et sociale des systèmes hiérarchiques spécialisés, et sélectionnent donc des systèmes généralistes égalitaires (Ember et al., 2020). Ces déséquilibres minent la cohérence de la base capitaliste : la dépendance aux hydrocarbures et aux flux mondiaux devient une entrave à la reproduction du système. Ces crises pourront peut-être être absorbées par le capitalisme, mais la facilitation des rapports sociaux communalistes nous semble tout aussi probables.

La fin de la dépendance au pétrole favorisera vraisemblablement les énergies renouvelables, dont la production et la gestion sont plus facilement localisables et mutualisables, permettant une gestion communaliste de l'énergie. L'instabilité des chaînes logistiques pourrait inciter à une relocalisation de la production matérielle, plus compatible avec des structures artisanales et coopératives locales, au détriment de la grande industrie capitaliste. La combinaison de formes artisanales de production et d'outils comme les imprimantes 3D pourrait former les prémices d'une base communaliste de la production, comme le montre déjà la gestion démocratique des fablabs. Finalement, les possibles pénuries des ressources vitales (eau, agriculture, etc.) mènent à une situation dans laquelle la gestion privée de celles-ci condamne la communauté : les problèmes de gestion de biens communs rares ne peuvent être réglés efficacement par l'équilibre sous-optimal issu de la compétition et de la croissance nécessaire du marché privé (Moore, 2015). Sur le long terme, les deux issues possibles sont une société post-capitaliste et écologique, ou la mort (Bookchin, 1982). On peut penser que cette nécessité facilitera la gestion des ressources naturelles et agricoles comme communs locaux (Ostrom, 1990), rapport économique caractéristique d'une société communaliste et permettant la diversité locale propre aux sociétés résilientes aux aléas climatiques (Ember et al., 2020). Le communalisme est plus cohérent avec cette nouvelle base matérielle héritée du capitalisme, et il est aussi beaucoup plus désirable.

En plus de la destruction de nos écosystèmes, le capitalisme a transformé un autre aspect des forces productives : la technologie. Plus spécifiquement, notre société a donné naissance à une technologie sans commune mesure dans l'histoire humaine : l'ordinateur et internet. Ces innovations ont été à la base d'une révolution informationnelle dont les conséquences n'ont probablement pas

fini de transformer nos sociétés. En permettant la copie presque gratuite des informations, et en rendant l'accès à un système de communication planétaire assez simple, internet rend certaines relations capitalistes complètement obsolètes. C'est le cas de nombreuses formes de propriété intellectuelle privée (Benkler, 2006) : articles de recherche scientifiques (classiquement possédés par des grandes entreprises de publication), codes (possédés par des entreprises privées), plans de fabrication de matériel électronique (brevetés), médias, etc. La légitimation du contrôle de l'information par des monopoles privés (ex : le fait d'avoir les outils permettant d'imprimer des livres, ce qui a un coût) s'effondre. La gestion commune et non-marchande de ces informations devient une évidence simple à mettre en place. Parallèlement, le maintien du statut indépendant des travailleurs de l'information est mis en péril. Si le droit d'auteur ne peut être protégé, les statuts économiques dépendants de la vente d'informations numériques sont voués à l'échec. Un système de salaire ou support d'entraide inconditionnel (à minima similaire au statut des chercheurs fonctionnaires) devient alors non seulement possible, mais nécessaire pour ces professions.

Cette révolution a mené à la constitution d'une économie parallèle au capitalisme reposant sur d'autres rapports sociaux : l'Open Source (et ses déclinaisons : Open Hardware, Open Access, etc.). Ce modèle opère sur des principes de mise en commun, de coopération et de gratuité, et permet la constitution d'une base incompatible avec le capitalisme. Wikipédia et la production peer-to-peer, les shadow libraries (LibGen, Anna's Archive, etc.), les outils de mise en commun des articles scientifiques (Sci-Hub), les plateformes de codes permettant le forking (GitHub) ou les plans d'impression 3D en libre accès changent complètement ce qu'il est possible d'organiser économiquement et politiquement. L'Open Source mine le capitalisme informationnel et encourage la formation de relations sociales communalistes par les communs de l'information (Benkler, 2006).

La convergence entre une base productive relocalisée, une base informationnelle ouverte globale et la nécessaire mise en place d'une société écologique pourrait ainsi favoriser la généralisation d'un nouveau mode de pouvoir : le communalisme. Des prémices de celui-ci constellent notre histoire (Bookchin, 2002). Ce mode d'organisation se caractérise par des structures économiques et politiques horizontales – communs, salaire à vie, assemblées citoyennes – et une réintégration des activités humaines dans les cycles écologiques (Bookchin, 1982). Encore faut-il que ces nouveaux rapports sociaux s'emparent de la base en transformation pour la reconfigurer selon leurs principes, comme cela s'est produit dans toutes les transitions historiques précédentes. Le communalisme n'est pas un destin, mais une possibilité : une réponse dialectique à la crise écologique et technologique du capitalisme. Voyons maintenant comment un mouvement communaliste pourrait participer au dépassement du capitalisme et de l'État moderne et à l'instauration d'une société égalitaire pouvant résoudre les grandes crises contemporaines.

## 2) Stratégie

Nous allons maintenant tenter de proposer une stratégie communaliste permettant le dépassement des crises contemporaines. Par stratégie, nous entendons la trajectoire permettant d'aller de l'état actuel du monde à un état souhaité du monde, en mobilisant divers moyens. Les étapes intermédiaires d'une stratégie, plus locales et flexibles, seront ici appelées « tactiques ».

## Buts d'un mouvement communaliste

Pour comprendre comment aller de la société actuelle à une société communaliste, il nous faut d'abord établir quels en sont les caractéristiques classiquement proposées par les théoriciens. Nous reprendrons ici les piliers des sociétés égalitaires, en intégrant des éléments issus du développement historique des bases matérielles du pouvoir.

La société communaliste est caractérisée par des structures politiques horizontales : les décisions collectives y sont égalitaires et tous les membres de la communauté peuvent y participer. Ce mode de prise de décision s'oppose aux hiérarchies politiques entre gouvernants et gouvernés. Dans une société communaliste, les décisions et le pouvoir partent toujours du bas, de l'individu, du local, pour ensuite monter vers des plus grands groupements afin de coordonner des actions collectives (Biehl & Bookchin, 1998). Nous appellerons « commune » l'échelon le plus fondamental de ce système, l'unité de base (Bookchin, 1982). Une commune est contrainte dans sa taille par sa capacité à mettre en place un pouvoir égalitaire au niveau local. En effet, la coordination de décisions égalitaire nécessite la mise en place de processus de débat et de délibération en face à face : des assemblées de démocratie directe. Le mode de prise de décision doit, idéalement, tendre vers le consensus ou l'articulation des dissensus, et est à minima basé sur la super majorité pour garantir l'égalité politique. Ces modes de délibération collectives nécessitent des unités de base de taille modeste, du fait des limites cognitives humaines. Pour prendre des décisions à grande échelle, les assemblées des communes se coordonnent ensuite à grande échelle dans des confédérations. Des mandatés, révocables et contraint par un mandat impératif, sont envoyés dans les assemblées confédérales pour représenter la commune. Ils ne peuvent prendre de décision qu'avec l'aval de l'assemblée locale. Le pouvoir vient du bas, et va vers le haut, dans des institutions horizontales et égalitaires.

Parallèlement aux assemblées, des structures économiques horizontales permettent l'organisation des rapports de production. Ces structures reposent la gestion commune démocratique des ressources, des moyens de production, etc. Les entreprises deviennent des structures horizontales sans patron-propiétaire, la propriété est commune et l'organisation démocratique. Ces coopératives et autres associations de producteurs sont donc autogérées. Des directeurs peuvent être élus, s'ils sont révocables et tournent régulièrement, mais ils n'ont pas accès à des privilèges ou à la propriété exclusive du moyen de production. Les ressources communes rares (terre, bois de chauffe, irrigation, pêche, transports, logements, etc.) sont gérées démocratiquement, hors du marché ou de l'État, par la communauté des utilisateurs (Ostrom, 1990). Ils en définissent les règles d'usage. Les

biens communs dont le partage ne coûte rien, comme les codes informatiques, sont gérés comme communs sur le principe de la participation et de l'accès libre (Benkler, 2006). Des caisses communes locale, gérées démocratiquement, peuvent permettre de financer les projets locaux (comme proposé par Bernard Friot). Ces formes de contrôle démocratique de la production permettent une distribution égalitaire. Celle-ci peut prendre des formes variées comme le salaire à vie (Friot, 2012), la démarchandisation des biens par des centres de distribution libres (Kropotkine, 1882) et des free stores, ou encore par la création de bibliothèques pour tout type de bien, gérées sur le principe la propriété d'usage (Noon, 2020). Ici aussi, la confédération permet la coordination à grande échelle et la cohérence entre les besoins et les limites écologiques. Par nature, ces systèmes évitent l'accumulation et les inégalités économiques. Ce système économique peut être décrit comme « communiste », « socialiste libertaire » et « démocratique ».

Les structures horizontales de pouvoir politique et économiques comme les communs et les assemblées reposent sur une base matérielle écologique et égalitaire. Comme exprimé par les théoriciens de l'écologie sociale, les socio-écosystèmes communalistes sont, comme dans toutes les sociétés égalitaires, caractérisés par des liens multifibres aux non-humains. Ces liens sont divers, denses, locaux, réciproques et décentralisés. En pratique, cela suppose une ré-harmonisation entre écosystèmes et sociétés (Bookchin, 1982) : énergies renouvelables, agroécologie et subsistance locale diversifiée, décroissance et frugalité, dé-métropolisation, déspecialisation du lien au vivant, mais aussi et surtout intégration des non-humains à la commune. Les sociétés égalitaires, en plus de liens métaboliques locaux, ont généralement des normes (tabous, coutumes, etc.) permettant le respect des limites écologiques et des non-humains (Stépanoff, 2024). La société communaliste peut par exemple opérationnaliser démocratiquement ces normes par des droits accordés aux non-humains et aux écosystèmes (Donaldson & Kymlicka, 2011). Finalement, les sociétés égalitaires mettent en place des outils de médiation entre humains et non-humains, par exemple sous forme de dialogue avec les esprits par un chaman (Stépanoff, 2024). Ce principe peut être développé dans les sociétés communaliste en s'inspirant des mouvements de démocratie représentative écologique (Gray & Curry, 2019). Si nous considérons que les non-humains sont des acteurs de la vie sociale de la commune, s'ils sont citoyens, alors il faut encadrer leur droit de participation politique dans les assemblées et les communs. Cela peut se faire par la mise en place de groupes de mandatés (scientifiques, professionnels, citoyens) chargés de représenter aussi directement que possible les intérêts de différentes espèces dans des assemblées non-humaines. Les liens affectifs et métaboliques divers et locaux, les droits permettant le maintien de normes écologiques et la participation politique des non-humains permet à la société communaliste de retrouver le rapport écologique au vivant propre aux sociétés égalitaires.

Finalement, notons que la société communaliste repose sur le principe de l'unité dans la diversité (Bookchin, 1993). Si les hiérarchies naissent et prospèrent grâce à l'uniformisation et à la coercition, la société communaliste doit défendre les structures évitant la capture hiérarchique et permettant libre association. Il est donc crucial pour une société communaliste de maintenir une éthique de la complémentarité

(Bookchin, 1993) : les différences ne doivent pas être vues comme des obstacles à l'organisation ou des justifications de la domination. Au contraire, les différences, la variation, la diversité et la complémentarité sont les moteurs de l'évolution du vivant (Marc-André Selosse, 2000) et des cultures humaines. L'inclusivité et l'intelligence collective, bien plus que l'exploitation, permet de développer le potentiel de chacun et de tous (Surowiecki, 2004; Woolley et al., 2010). Ainsi, la société communaliste cherche à abolir les hiérarchies sociales, et valorise la diversité individuelle (ex : genre) et culturelle (ex : langues). La base matérielle d'une société communaliste repose autant sur la biodiversité et que sur la diversité culturelle. Les socio-écosystèmes communalistes sont complexes, foisonnants, riches, divers et librement interconnectés.

Ce sont ces trois aspects que doit réussir à établir un mouvement communaliste : une base matérielle caractérisée par des sociétés écologiques diverses et des rapports sociaux horizontaux organisés par les assemblées et les communs. Ils forment donc le but de la stratégie communaliste.

## Stratégie générale d'un mouvement communaliste

Nous l'avons vu, les grandes transitions historiques sont rendues possibles par le développement d'une base matérielle nouvelle et de rapports sociaux adaptés à celle-ci. Les transitions sociales sont des processus lents, qui commencent par des périodes d'expérimentation isolée, se poursuivent par une subsumption formelle via la transformation des rapports sociaux, et aboutissent à une subsumption réelle lorsque le nouveau mode d'organisation du pouvoir devient dominant et transforme la base. Il s'agit pour nous d'accélérer et de guider ce processus de révolution lente. Cela sous-entend de créer les conditions de possibilités de la transition communaliste, en développant une base matérielle adaptée et en la sécurisant dans des rapports sociaux communalistes. Nous devons étendre les déjà-là et préfigurer un monde nouveau.

Pour se faire, nous avons à notre disposition de nombreux outils. Nous allons commencer par différencier deux types de stratégies classiquement utilisées par les révolutionnaires socialistes : les stratégies hiérarchiques et les stratégies libertaires. Une stratégie hiérarchique vise à changer la société en usant de moyens hiérarchiques. Classiquement, il s'agit du pouvoir d'État, obtenu par l'élection ou l'insurrection.

Ces formes de capture du pouvoir hiérarchique par la rue ou par les urnes sont, selon nous, vouées à perpétuer une société inégalitaire et antiécologique. Comme nous l'avons vu dans notre explication des mécanismes de stabilisation des systèmes hiérarchiques, ces systèmes créent nécessairement une myopie du pouvoir central menant à la simplification, des intérêts divergents entre administrateurs et administrés, un besoin constant de croissance face à la compétition, et une reproduction des dynamiques hiérarchiques. Comprendre que l'inégalité émerge naturellement de bases matérielles et de rapports hiérarchiques allant au-delà de l'économie permet de comprendre pourquoi l'utilisation de l'État rend toute

transformation communaliste quasi-impossible par ce moyen. Il est impossible de produire par des outils de gestion centralisés une société capable de s'auto-administrer démocratiquement (Baryon, 2020). L'histoire des grandes tentatives marxistes-léninistes et social-démocrate moderne semble donner raison à notre analyse. L'URSS n'a pas su maintenir le double pouvoir communaliste des conseils d'usine et des soviets, et l'a progressivement détruit par la mise sous tutelle du parti, créant une nouvelle classe dominante étatique (Baryon, 2020). La Chine maoïste, malgré la conscience aiguë de ce risque et des pratiques libertaires dont Mao faisait preuve, n'a pas non plus été capable de dépasser l'inertie hiérarchique du pouvoir central, créant d'immenses désastres écologiques et sociaux et une évolution vers un capitalisme d'État (Baryon, 2020). Les tentatives sociales démocrates de réforme du capitalisme n'ont pas eu beaucoup plus de succès : mises sous pression par la réaction locale et les marchés internationaux, les composantes socialistes de ces ambitions sont rapidement transformées en simulacres au service du libéralisme (comme nous l'avons vu en France sous les gouvernements du PS). La conclusion est, à notre sens, assez clair : user de rapports sociaux de pouvoir incompatibles avec la base matérielle ou l'organisation communalisme ne peut pas produire une transformation communaliste. Il ne s'agit pas là d'un purisme moraliste, mais de l'explication matérielle de la pertinence de l'idée anarchiste de cohérence entre moyens et fins. Les trajectoires hiérarchiques écartées, nous pouvons maintenant explorer les options libertaires.

Nous pouvons sommairement séparer les stratégies libertaires selon trois axes : la préfiguration, l'insurrection et les tactiques électorales comme le municipalisme libertaire. La préfiguration est définie comme la création ici et maintenant des prémisses du communalisme : création de communs, d'assemblées, etc. (Raekstad & Gradin, 2020). Par insurrection nous entendons la révolte armée permettant de destituer le pouvoir central. Les tactiques électorales sont moins simples à envisager sous une forme libertaire, pour autant, des propositions municipalistes libertaires existent (Biehl & Bookchin, 1998). L'idée centrale est de se saisir du pouvoir d'État local via des listes citoyennes pour petit à petit le vider de sa substance et en transférer les fonctions à des outils démocratiques comme les assemblées citoyennes et les communs.

Notons d'abord que les insurrections ou les élections seules ne peuvent pas aboutir à la création de relations communalistes. Sans une configuration favorable du rapport de force, ces prises de pouvoir locales dégénèrent sous la pression de la réaction et des forces centralisatrices, par cooptions, dérives systémiques ou écrasements (Pignocchi, 2025). Il faut donc appuyer ces moments de bascules via une base matérielle organisée par des relations communalistes : production socialisée, milices citoyennes d'autodéfense populaire, pratique démocratique courante, imaginaire communaliste, etc. Un gouvernement local appliquera une politique municipaliste libertaire beaucoup plus efficacement si une confédération de communs et d'assemblées l'y forcent. Une insurrection pourra permettre de réorganiser les rapports sociaux tout en assurant la subsistance seulement si les bases matérielles existent (Kropotkine, 1892; Pignocchi, 2025)). En sommes, les insurrections et les élections locales peuvent être des moyens, mais ne sont ni nécessaires, ni suffisants à

la révolution communaliste (Pignocchi, 2025). L'objectif stratégique, la fin, et le moyen principal du communalisme reste la préfiguration.

La préfiguration nécessite une analyse matérielle permettant de déterminer les structures et relations nécessaires à l'établissement du nouveau mode de production. Il s'agit d'identifier les « déjà-là » (Vasseur & Friot, 2024) et les manques, et de les développer. Dans le cas du communalisme, nous avons vu trois structures centrales : outils économiques horizontaux, outils politiques horizontaux et socio-écosystèmes diversifiés et relocalisés. Certaines de ces structures existent déjà mais sont souvent fragiles, isolées ou expérimentales : communs sous forme d'associations, coopératives, agroécologie, etc. D'autres, plus solidement établies, sont partiellement neutralisées par les structures de pouvoir hiérarchiques, comme la sécurité sociale (Vasseur & Friot, 2024) ou l'Open Source. Une stratégie de préfiguration doit donc identifier ces différents outils, les défendre, les renforcer et les étendre. De plus, elle doit les compléter par des structures inexistantes mais nécessaires (ex : assemblées non-humaines). Pour se faire, un mouvement communaliste doit être capable d'organiser une séquence de montée en puissance partant de l'état actuel du monde et résultant en une société communaliste. Cela nécessite plus qu'une organisation révolutionnaire : un mouvement est nécessaire. C'est l'un des enjeux d'une stratégie communaliste : diffuser les connaissances, imaginaires et affects nécessaires à la généralisation du communalisme. Les citoyens doivent avoir conscience de la possibilité et la nécessité de la mise en place de structures communaliste. Fort heureusement, l'adhésion majoritaire n'a jamais été nécessaire au processus de transition historique. Les nouveaux rapports sociaux se construisent dans les failles de l'ancien, jusqu'à réussir à s'étendre (Bookchin, 1992). Ces avant-postes du front communaliste permettent à de nouvelles personnes d'entrer en contact avec les savoirs et affects démocratiques, menant à la multiplication des initiatives. Mais les communs et assemblées ne résistent pas aux offensives directes, ou à la compétition, que peuvent mettre en œuvre l'État et le capitalisme. Un mouvement communaliste doit être capable d'organiser son auto-défense, sa résilience et sa croissance jusqu'à l'autonomie face aux structures hiérarchiques (Bookchin, 1992). Concrètement, cela passe par un réseau d'entraide et de coordination évitant que les avant-postes ne soient isolés et immédiatement détruits. Ces structures de coordination peuvent prendre la forme de confédérations de structures communalistes (associations de communs, assemblées, jardin ouvrier agroécologiques, etc.) ou de plateformes regroupant horizontalement les forces sociales démocratiques (syndicats, organisations révolutionnaires, partis radicaux, ONG, etc.). A terme, le mouvement communaliste doit se doter de moyens matériels (subsistance, logistique, militaire) permettant de résister à des affrontements avec les forces réactionnaires (Bookchin, 1992). L'aspect militaire des expériences de préfiguration ne doit malheureusement pas être oublié : la force du projet zapatiste ou du Rojava réside largement dans la gestion de cet outil. A l'inverse, des expériences comme la Commune de Paris ou certaines ZADs ont été oblitérées par l'asymétrie militaire. Les forces armées doivent par ailleurs être démocratique, confédérales et citoyennes, soumises aux communes, pour éviter toute prise de pouvoir autoritaire.



Nous avons esquissé ici les grandes lignes d'une stratégie communaliste libertaire : préfiguration et extensions de déjà-là économiques, politiques et socio-écosystémiques, coordination par des confédérations et plateformes, diffusion de savoirs et affects communaliste et organisation de l'autonomie et auto-défense des conquies. Nous allons argumenter ici que l'ensemble de ces missions ne peuvent pas être remplies sans l'existence d'une organisation communaliste révolutionnaire spécifique.

S'il est vrai que les transitions sociales historiques sont nées d'une transformation lente de la base matérielle, nous pouvons cependant observer (au moins dans le cas de l'émergence du capitalisme) que des organisations actives ont toujours stratégiquement orienté cette transformation, et l'ont sécurisé par l'adoption de relations sociales adaptées. Il en va de même aujourd'hui : la préfiguration communaliste ne se fera pas d'elle-même, et elle nécessite des acteurs conscients des enjeux. La différence fondamentale entre organisation spécifique (Weaver, 2006) facilitant la transformation sociale et avant-garde révolutionnaire réside en deux aspects : l'organisation spécifique ne dirige pas les collectifs qu'elle aide à émanciper, et elle est organisée comme une structure horizontale. Il ne faut pas confondre coordination et hiérarchie, ou partage et imposition. De plus, l'urgence écologique et sociale extrême nous oblige à accélérer tant que possible le processus de préfiguration. L'attentisme ne change pas le monde, et le rôle d'une organisation révolutionnaire n'est pas de prendre la vague d'un mouvement insurrectionnel. Un travail stratégique de fond, sur le long terme, est nécessaire pour permettre à une société communaliste d'émerger et de défaire le capitalisme et l'État.

En effet, il arrive régulièrement que certains systèmes soient bloqués dans des équilibres ponctuels sous-optimaux, et que la transformation de ces systèmes soit impossible sans une coordination entre plusieurs acteurs (c'est la notion d'équilibre de Nash en théorie des jeux, qui n'est pas un optimum de Pareto). Le dilemme du prisonnier ou la tragédie des communs sont résolus si les acteurs communiquent ou interagissent suffisamment longtemps (Axelrod, 1984 ; Ostrom, 1990). Dans un système où les clés de la coopération ne sont pas immédiatement disponibles aux acteurs sans coût élevé, l'organisation spécifique peut intervenir en tant que catalyseur de relations démocratiques. Elle aidera les individus intéressés à mettre en place des communs et assemblées en amortissant les coûts organisationnels, économiques, etc. Un exemple édifiant de cette stratégie est décrit par Elinor Ostrom (Ostrom, 1990) : au Sri Lanka, au début des années 1980, un projet financé par le comité de développement rural de Cornell et une ONG, l'Agrarian Research Training Institute, intervient dans une zone sur la rive gauche de la rivière Gal Oya. Le système d'irrigation commun dont dépendent les agriculteurs est défaillant, ses canaux sont endommagés, obstrués par des sédiments et sont à l'origine de conflits violents entre agriculteurs de différentes communautés ethniques pour l'accès à l'eau. Des organisateurs institutionnels sont déployés pour inciter les agriculteurs à résoudre eux-mêmes leurs problèmes, en constituant d'abord de petites équipes locales, appelées « organisations de canaux de champs », regroupant environ 12 à 15 agriculteurs partageant un même canal. Ces groupes se structurèrent progressivement en réseaux plus larges. Chaque organisation locale élit un délégué pour rejoindre des assemblées de niveau supérieur, appelées « organisations de canaux

distributeurs » (rassemblant 100 à 300 agriculteurs), puis des conseils de zone, et enfin une commission de projet. Ce système à plusieurs niveaux permet encore aujourd'hui de résoudre les problèmes techniques de l'irrigation, de réduire les tensions ethniques en encourageant la coopération entre agriculteurs de différentes communautés et de contrôler démocratiquement les règles d'utilisation de cette ressource. Une organisation spécifique doit reproduire cette méthode : faciliter l'organisation, permettre l'émancipation et l'autonomie collective, et s'effacer.

Les exemples historiques de révolutions libertaires ou communalistes montrent que ce travail stratégique entrepris par des organisations révolutionnaires est utile à la préfiguration et à l'émancipation. L'Espagne anarchiste n'aurait pas pu émerger sans l'action de la CNT pendant des années avant l'insurrection, notamment via le syndicalisme et l'éducation populaire. De même, la CNT-FAI a largement contribué à la facilitation de l'organisation d'auto-gestion ouvrière en Catalogne et d'autogouvernement communal en Aragon. Elle a aussi joué un rôle clé dans la défense armée face au fascisme. Il en va de même pour le PYD/PKK au Rojava, ou pour l'EZLN au Chiapas. Ces groupes ne sont pas la société communaliste, ils ne la dirigent pas, mais ils la permettent. Il n'existe pas, à notre connaissance, d'exemple de révolution communaliste ou de transition sociale stable sans organisation spécifique. Pour autant, si ces structures dirigent la société ou ne sont pas horizontales, le mouvement peut être coopté, ou dégénérer en système hiérarchique (Baryon, 2020).

Précisions que cette organisation spécifique n'est ni un mouvement (bien qu'elle essaye de le construire), ni une plateforme de discussion entre organisations (bien qu'elle y participe), ni la société autoorganisée elle-même (bien qu'elle en facilite l'émergence) ni même une confédération de communs ou d'assemblées (bien qu'elle aide à la mise en place de confédérations). Elle est un opérateur stratégique facilitant ces processus. Précisions aussi que de nombreux groupes, du syndicat au partis en passant par l'association locale, peuvent jouer un rôle d'opérateur stratégique. Le communalisme s'accommode bien du polycentrisme si la coordination collective est organisée. Les organisations spécifiques communalistes n'ont donc pas vocation à devenir hégémoniques dans le mouvement social.

C'est à nos yeux précisément ce type d'organisation que PEPS doit devenir. PEPS n'est pas un mouvement, pas une commune, pas une plateforme, pas une confédération de communs. PEPS doit devenir un opérateur stratégique, révolutionnaire, communaliste usant de méthodes libertaires pour préfigurer un système post-capitaliste. Bien sûr, le contexte social français et les leçons de l'histoire nous indiquent que PEPS n'utilisera pas des mêmes tactiques que l'EZLN ou le PYD. Pour autant, PEPS peut dès à présent s'inspirer de ces exemples historiques (peut-être surtout dans leurs dimensions non-insurrectionnelles).

Voyons maintenant quelles sont les tactiques que PEPS devrait mettre en place pour développer une stratégie de préfiguration libertaire. Nous décrirons ensuite les moyens nécessaires à la mise en place de ces tactiques via une organisation spécifique, en partant de l'état actuel de PEPS.

## Tactiques et étapes nécessaires

La première étape, en théorie, pour mettre en action une stratégie communaliste est l'identification des déjà-là, et de l'état des forces égalitaires et hiérarchiques en présence. Il faut comprendre ce qui constitue des bases matérielles et des relations sociales rendant possible le communalisme. Ce sont les premiers appuis qu'un mouvement communaliste peut mobiliser, et les connaître permet de ne pas réinventer la roue. Une fois identifiés, les déjà-là doivent être soutenus, renforcés, défendus et étendus. Il serait difficile de lister ici l'ensemble des déjà-là communaliste. Pour autant, ce travail devra être fait localité par localité pour former un mouvement communaliste. Listons tout de même quelques éléments importants. Le déjà-là communaliste le plus évident est peut-être la forme de « communs » géré collectivement et démocratiquement hors du marché : associations de production d'énergie, jardins ouvriers, logiciels en Open Source, radio associative, etc. Nous devons identifier les communs, les soutenir, et leur permettre de se confédérer (indépendamment de l'organisation spécifique). D'autres structures économiques comme la sécurité sociale et les projets de sécurité sociale de l'alimentation pourraient être renforcés en leur donnant une dimension plus démocratique, hors de l'État. Certaines coopératives, ou les expériences des coopératives intégrales et de bibliothèques d'objets, pourraient aussi être vu comme des déjà-là. Il en va de même pour certaines associations préfigurant des modes de prises de décision et d'organisation communalistes. Les organes de décision démocratiques effectifs sont peu nombreux, mais existent ponctuellement. Ainsi, les assemblées formées lors de mouvement sociaux, ou les assemblées de voisinage/quartier devraient être, autant que possible, stabilisées sur le long terme. Les éco-lieux gérés collectivement et démocratiquement et les ZADs sont aussi parmi les composantes les plus importantes du déjà-là communaliste.

En plus de ces composants organisations, il ne faut pas oublier les déjà-là partiels que représentent certains socio-écosystèmes, certaines infrastructures ou certaines technologies. Les imprimantes 3D et autres outils présents dans les fablabs, les laboratoires citoyens, les ateliers partagés et toute infrastructure commune écologique et sociale permet à terme l'organisation communaliste. Sans constituer un déjà-là indépendant, le développement des transports en communs ou des énergies renouvelables, par exemple, doivent être encouragés (dans la limite de leur impact social et écologique). Ces infrastructures et moyens de production communalisables représentent la clé de l'autonomie politique et économique. Il en va de même pour les socio-écosystèmes complexes et relocalisés : ils sont la base matérielle déterminant la survie de toute organisation communaliste sur le temps long. Les langues régionales et les cultures locales, l'héritage culturel des diasporas et les traditions des peuples autochtones ou des voyageurs sont autant d'aspects de la réalité sociale à défendre et étendre. De même, les identités queer et la diversité cognitive et physique doivent être vu comme des facteurs d'émancipation et de résilience collective. Finalement, les écosystèmes riches et fonctionnels sont des déjà-là puissants. Développer la trame verte en ville, protéger le bocage à la campagne ou assurer la protection de certaines espèces sont des mesures centrales pour un renforcement des déjà-là communalistes.

Finalement, une partie du déjà-là est cognitive et comportementale : les imaginaires, désirs et savoirs nécessaire au communalisme doivent être défendus et étendus. Sans envie ou connaissance du communalisme (peu importe le nom que les individus lui donnent, d'ailleurs) aucune relation communaliste ne peut émerger durablement. Des fragments du rêve communaliste sont présents dans différentes traditions politiques (anarchisme, marxisme, écologie politique, etc.), univers de fiction (notamment dans le mouvement Solarpunk), religions (l'anarchisme chrétien, par exemple) ou corpus scientifiques (comme l'anthropologie ou l'écologie). Il faut identifier ces fragments et les protéger de la propagande hiérarchique. Il nous semble juste de considérer que les souvenirs et convictions issues de la pratique vécue de la démocratie sont peut-être parmi les moteurs les plus puissants du mouvement révolutionnaire : il n'y a pas de révolution sans affects joyeux.

Une fois ces déjà-là identifiés, nous pouvons commencer à avoir un impact concret sur le réel en aidant ces forces démocratiques à dialoguer, à s'organiser, à se développer et à se confédérer. Nous pouvons aussi identifier les aspects manquant d'une société communaliste et aider à les construire. C'est la tactique préfigurative à proprement dit : la création de nouvelles bases et de nouveaux rapports sociaux communalistes. Ici encore, la liste complète est impossible à établir. Identifions tout de même la nécessité de la diffusion des idées communalistes et l'organisation progressive de l'auto-défense populaire et d'une autonomie de subsistance partielle. La création d'articles, de conférences, de cours, de vidéos, de jeux de rôle, de fictions, d'articles théoriques, de mobilisations, de fêtes et d'expérience ponctuelles d'auto-gestion doit être un des objectifs principaux d'une organisation communaliste. Cette diffusion permet, de façon absolument libertaire, l'éclosion de multiples projets indépendants et la création d'un réel mouvement communaliste, et de militants communalistes. C'est le nerf de la guerre dans la phase précoce du développement communaliste. L'auto-défense et la réelle autonomie sont des buts bien plus lointains mais absolument nécessaires, il faut donc les garder à l'esprit. Bien sûr, la préfiguration d'assemblées, de communs et de socio-écosystèmes communalistes nouveaux reste centrale. Il s'agit donc par exemple de faciliter, comme au Sri Lanka, des projets de mise en commun de certaines infrastructures.

Si nous soutenons les déjà-là existants et facilitons la création de nouveaux fragments de la société communaliste nous avons déjà réalisé le plus gros du travail. Il reste cependant une dernière tactique utile : la prise de bases ennemies. Capturer des bases de la structure hiérarchique de pouvoir permet potentiellement deux choses : de les vider pour renforcer les bases égalitaires, ou de les détruire. La marche à suivre dépend de la nature de la base. Si l'État français ne peut pas être transformé en commune par une élection, une usine de voiture peut éventuellement devenir un moyen de production autogéré utile au communalisme. A plus petite échelle et plus courte échéance ces confrontations au pouvoir central peuvent servir d'outil de pression, le rapport de force peut alors s'exprimer par la grève, le sabotage, l'occupation, etc. Ce sont des occasions de faire avancer la préfiguration (Alessandro Pignocchi, 2025), mais rarement des outils efficaces dans la période précoce de transition sociale.

## Moyens proposés pour PEPS

Pour assurer ce rôle d'organisation spécifique communaliste et organiser la préfiguration libertaire, PEPS peut mobiliser différents moyens. Nous proposons ici quelques approches.

Détaillons d'abord les principales missions que nous identifions pour une organisation spécifique :

- Identification des déjà-là et déjà-là partiels, par domaines et zones,
- Identification des manques à préfigurer, par domaine et zones.
- Soutien, défense et consolidation des déjà-là,
- Facilitation de la préfiguration des manques,
- Facilitation des processus de confédérations.
- Production de connaissances sur l'état actuel du rapport de force,
- Production de modèles et propositions politiques communalistes,
- Production d'analyses stratégiques et tactiques,
- Production d'imaginaire et d'œuvres communalistes,
- Production de matériaux pédagogiques,
- Production de matériaux de communication.

Pour atteindre ces objectifs, nous proposons les outils suivants :

- Une organisation spécifique communaliste,
- Un centre de formation/production théorique permanent,
- Des outils numériques facilitant l'organisation collective,
- Une plateforme de coordination pour les forces démocratiques.

Afin d'identifier les déjà-là et les manques, PEPS se doit d'être capable de formuler clairement des axes d'identification des déjà-là, et une proposition de modèle communaliste. Ce travail est normatif : nous faisons une proposition de ce que « devrait être », ou pourrait être, une société communaliste. Il n'est pas ici question de proclamer une hégémonie morale et politique : personne ne sait ce que pourra devenir une société communaliste. L'objectif est de stimuler la pensée et guider l'action. Ces axes et modèle minimale par secteurs et zones doit pouvoir évoluer. Pour autant, il faut commencer quelque part. Tout cela nécessite l'organisation d'un travail collaboratif de conceptualisation, ancré dans les expériences réelles de préfiguration (ex : l'épicerie autogérée la Source de Dunkerque) et les modèles théoriques (ex : les théories de Friot ou Bookchin). Une fois le travail conceptuel normatif terminé, PEPS devra fournir un travail descriptif : la cartographie des déjà-là et déjà-là partiels communalistes, par zones et par secteurs. Pour ce faire, l'organisation spécifique pourra mettre en place des campagnes de recensements via des groupes locaux et des recherches internet. Pour autant, le travail sera rendu infiniment plus simple si une cartographie participative, en ligne, est mise en place. Pour identifier les manques, il suffirait de soustraire la

cartographie actuelle au modèle minimal, puis de hiérarchiser les tâches à partir d'un ensemble de critères décidés collectivement.

Pour soutenir, défendre et consolider les déjà-là, une organisation comme PEPS pourrait mettre en place un ensemble de services. Le plus évident est le financement, et il nécessite une capacité à mobiliser des fonds : bourses, crowdfundings, donations, mise en commun des bénéfices de coopératives, etc. Une alternative complémentaire est la diffusion de moyens matériels : mise à disposition de salles, mutualisation de matériel, dons, etc. Il est aussi envisageable de faciliter ces acquisitions par la mise à disposition de connaissances (ex : tutoriel de demande de financements) ou d'outils numériques (plateforme numérique de mutualisation de matériel et d'entraide). Une organisation spécifique devrait aussi être en mesure de fournir une expertise à la demande sur des questions politiques, juridiques, organisationnelles et techniques. Un carnet de contacts d'experts volontaires pourrait être constitué, ainsi que des documents d'auto-formation ou la possibilité d'accéder à des formations et des aides à la facilitation sur place (ou dans un centre de formation), dispensés par des militants de l'organisation spécifique ou personnes actives dans des projets communalistes. Au-delà de ces aspects, l'organisation spécifique devrait être en mesure d'organiser la défense politique et juridique de ces lieux (et à terme matérielle), soit par l'utilisation des compétences de ses membres, soit via la coordination avec le reste des forces militantes communalistes/démocratiques à travers une plateforme de coopération.

La facilitation de la préfiguration des manques identifiés est peut-être le travail le plus ardu d'une organisation spécifique communaliste. Pour réaliser cette tâche, PEPS aura besoin d'une forte implantation locale, permettant de proposer les projets de préfiguration à des militants locaux/sectoriels. Une fois le manque identifié, le projet doit être proposé dans des espaces militants, jusqu'à agréger assez de moyens humains et matériels pour être mis en place. Une fois le projet créé, l'organisation spécifique ne doit avoir qu'un rôle d'aide matérielle, de formation et de consultation. La direction que prend le projet est du ressort des participants, pas d'une avant-garde. Pour fournir les formations et moyens matériels nécessaire, l'organisation spécifique aura besoin d'accumuler un certain nombre de matériaux théoriques et de fonds. Une fois l'équipe formée et les moyens fournis, le processus est identique au soutien des déjà-là évoqué précédemment.

Afin de rendre les déjà-là et les projets en préfiguration résilients face aux imprévus, aux erreurs et aux attaques du capital et de l'État, un réseau confédéral de ces déjà-là est nécessaire. Ces confédérations d'assemblées et de communs ne sont pas gérées par l'organisation spécifique, mais celle-ci doit faciliter leur création. Cela passe par un travail de diplomatie permettant la rencontre des acteurs des déjà-là, des propositions de chartes et pratiques confédérales via des documents et formations, ou encore la mise à disposition d'outils numériques collaboratifs.

Nous l'avons évoqué, un travail de production de matériel théorique et pratique est nécessaire. Une organisation spécifique a pour rôle de mettre à disposition un ensemble de travaux permettant l'évolution du mouvement communaliste. Ainsi, elle

doit produire des connaissances descriptives du rapport de force et des pratiques communalistes (études économiques sur l'Open Access, inventaires écologiques, enquête ouvrière et ethnographie des communs, etc.). Elle doit aussi produire un travail normatif de proposition politiques. : théorie de philosophie politique, programmes politiques, modèles de commun ou d'assemblée type, etc. La jonction du travail descriptif et normatif (l'actuel et le souhaitable) permet l'articulation de travaux stratégiques et tactiques. Ces travaux peuvent être traduits en fictions et œuvres permettant la réflexion collective et le partage des affects communalistes. En plus de ce travail scientifique, politique et artistique, une organisation spécifique doit organiser la production de contenu pédagogique et de communication. La production pédagogique peut se faire sous forme de documents permettant l'auto-formation (vidéos, MOOC, etc.) ou de formations par des acteurs du communalisme (dans un centre de formation ou à la demande). Finalement, l'organisation spécifique doit pouvoir produire un contenu de communication et de « propagande ». Ces productions nécessitent un travail collaboratif s'appuyant sur des expertises variées (expérience de terrain comme connaissances théoriques) et des outils numériques de facilitation. Un centre de formation et de recherche communaliste (géré par l'organisation spécifique, par plusieurs groupes ou une instance indépendante) pourrait faciliter ce travail.

L'ensemble de ces missions sont difficile à assumer pour une seule organisation, et une vision trop uniforme pourrait sérieusement contraindre le mouvement communaliste. Il est crucial de permettre au mouvement communaliste de développer une diversité d'approche et d'éviter la centralisation. C'est pour ces raisons que la création d'une plateforme égalitaire de coordination entre les forces démocratiques nous semble nécessaire. Cette plateforme organise la discussion, la coordination ponctuelle, la complémentarité et le dissensus constructif entre les différentes composantes politiques et sociales du mouvement communaliste (et adjacents) : partis (NPA), organisation libertaires (UCL), syndicats (CGT), assemblées citoyennes, communs, associations (LPO), etc. Ce modèle s'inspire des pratiques confédéralistes démocratiques kurdes comme la « People's Plateforme Europe » (Peoples' Platform Europe, 2025). La création de celle-ci nécessite un travail diplomatique et organisationnel important que doit amorcer une organisation spécifique communaliste.

## Mise en place et objectifs tactiques

Précisons d'abord un plan global de montée en puissance permis par cette ligne stratégique, illustrant ainsi la pertinence de ce projet pour organiser la révolution communaliste. Ce plan est conceptuel, ces étapes seront en réalité actionnées de façon simultanée et moins linéaire en fonction des domaines, zones, moments, etc.

Étape 1 : Construction des outils (organisation spécifique, outils numériques, etc.),

Étape 2 : Premiers ancrages (première préfigurations, défense de déjà-là, etc.),

Étape 2 : Construction des réseaux de coordination et renforcement des ancrages (confédérations, mouvement communaliste, plateforme démocratique, centre de formation, etc.),

Étape 3 : Organisation de l'autonomie et de la résilience (base socio-écosystémique suffisante, sécurisée par des formes de relations sociales communalistes, organisation de l'auto-défense et de la mutualisation des besoins, adhésion massive, etc.),

Étape 4 : Confrontation avec des forces hiérarchiques (si rendu obligatoire par une répression de l'État et du capitalisme).

Nous avons identifié quelques éléments nécessaires à la mise en place des outils permettant la réalisation des missions proposées pour PEPS. Voyons maintenant comment les construire concrètement.

Organisation spécifique (PEPS) :

- Clarification d'une proposition communaliste,
- Adoption d'une ligne stratégique de préfiguration libertaire,
- Adoption d'une forme adaptée à une organisation spécifique communaliste,
- Définition des moyens prioritaires à obtenir pour agir,
- Définition de tactiques et projets prioritaires.

Cette restructuration de PEPS est nécessairement démocratique et collective. Dans le cadre de notre proposition, nous allons cependant développer un ensemble d'idées et d'étapes permettant de rendre efficace cette organisation.

Proposition communaliste :

- Diffusion du brouillon du texte de la Seconde Commune,
- Mise en place d'un outil de débat, suggestions, corrections, etc. en ligne pour constituer une seconde version plus aboutie,
- Diffusion sous forme d'ouvrage papier, de pdf, etc,
- Déclinaison en formats pédagogiques : brochures, pages web, vidéos, fictions, etc.

Nous utiliserons la ligne stratégique proposée dans ce document comme base pour la stratégie de PEPS, inutile donc de la redétailler ici.

Forme adaptée :

- Décisions importantes prises en assemblées générales (ou, lorsque l'organisation atteint une taille critique, par système confédéral d'AG locales et de mandatés),
- Bureau d'exécutants mandatés,
- Mandats impératifs, transparents, révocables, paritaires et de court terme pour les exécutants,
- Définition de pôles d'action thématiques (communication, pédagogie, facilitation, etc.) regroupant des militants exécutant un mandat sur ces tâches,
- Définition de groupes locaux permettant de coordonner les actions de terrain,
- Règlement intérieur encadrant les risques de violences (burnout, VSS, discriminations, etc.) et permettant l'inclusivité.



Moyens prioritaires :

- Base militante importante,
- Fonds monétaires conséquents,
- Local,
- Site web propre,
- Document explicatif du projet communaliste, de la stratégie et des objectifs de PEPS,
- Réseau de contacts communalistes actif,
- Cartographie des premiers déjà-là à soutenir et des organisations à contacter pour créer une plateforme.

Cela nécessite donc :

- Campagnes de recrutement,
- Campagnes de levée de fonds,
- Établissement d'un local,
- Refonte du site web,
- Création de documents de synthèse et de formats communicables,
- Prise de contacts et échanges avec militants, organisations et déjà-là.

Une fois l'organisation spécifique bien établie (et pendant le processus de création, avec des moyens moindres), nous pouvons lancer les premiers projets définis collectivement.

L'un des projets de grande envergure les plus impactant, à notre sens, serait la création d'une plateforme commune aux organisations militantes. Détaillons brièvement le processus de création de cette plateforme.

Plateforme des forces démocratiques :

- Identification des acteurs proches idéologiquement (ex : l'Offensive, le mouvement kurde, UCL, communs politisés, etc.),
- Prise de contact et discussion préalable,
- Identification d'acteurs adjacents (syndicats, tendances dans certains partis, etc.) et appel ouvert,
- Prise de contact et première rencontre,
- Mise en place d'une charte pour la plateforme,
- Définition de projets prioritaires et coordination.

Proposons maintenant quelques projets prioritaires possibles. Ces derniers pourront être mis en place parallèlement à la restructuration de PEPS.

Projets prioritaires :

- Définition conceptuelle des déjà-là communalistes et début de cartographie,
- Première initiative de soutien et de facilitation à la confédération de déjà-là amis (énergie de Nantes, la Source, etc.),

- Premier projet de préfiguration d'un manque identifié dans les domaines de : la démocratie économique (communs, etc.), la démocratie politique (assemblées, etc.) et la diversité socio-écosystémique locale (rewilding, etc.),
- Création d'une première formation communaliste.

Ces premiers projets démontreraient la faisabilité des moyens employés par PEPS dans sa stratégie communaliste. La création d'un centre de formation et d'outils numériques pourrait être, pour nous, un objectif de moyen terme facilité par la mise en place de l'organisation spécifique et de la plateforme.

## Conclusion

Nous avons montré que la source des grandes crises contemporaines étaient les structures de pouvoir hiérarchiques. Nous avons démontré que les hiérarchies reposent, en dernière analyse, sur le monopole par des individus ou groupes de ressources vitales rares, par des moyens matériels. Nous avons ensuite décrit les grands piliers des sociétés égalitaires : liens métaboliques et affectifs dense et diversifié aux non-humains, structures de pouvoir économiques horizontales et structures de pouvoir politique horizontales. Ensuite, nous avons vu la manière dont les systèmes hiérarchiques devaient construire et maintenir leur pouvoir : contrôle de ressources vitales, capture des populations, destruction des alternatives écologiques et économiques, domination militaire, contrôle idéologique, extraction économique, nécessaire expansion hégémonique, collecte d'information et simplification écologique et sociale. Ces mécanismes nous ont permis de décrire les sociétés inégalitaires émanant de la hiérarchie. Nous les avons caractérisées par des socio-écosystèmes appauvris et des structures de pouvoir économique et politique hiérarchiques. Nous avons montré comment ces mécanismes menaient nécessairement à des crises écologiques et sociales. Afin de comprendre comment changer les structures de pouvoir, nous avons proposé une théorie de la transition sociale basée sur une dynamique dialectique entre base matérielle et relations sociales de pouvoir. A travers ce modèle, nous avons décrit les grandes transitions historiques : primates hiérarchiques -> chasseurs cueilleurs à retour immédiat -> sociétés inégalitaires à retour différé -> sociétés de classes étatiques -> société capitaliste. Nous avons ensuite détaillé la possibilité d'une nouvelle transition en cours : l'émergence du communalisme, justifiée par la transformation des écosystèmes et des technologies permettant la nécessaire articulation de la relocalisation et du partage global.

Ce modèle théorique nous a ensuite permis d'établir une stratégie communaliste. En nous appuyant sur les piliers des sociétés égalitaires nous avons formulé un objectif communaliste clair : la création de communes écologiques confédérées, organisées par des assemblées et des communs. Nous avons ensuite détaillé une stratégie communaliste globale. Fort de notre analyse des transitions historiques, nous avons établis la nécessité d'une révolution lente par le développement d'une base matérielle et de rapport sociaux communalistes. Pour cela, nous avons démontré l'inadéquation des stratégies hiérarchiques de prise de l'État et

de son utilisation, produisant toujours de nouvelles hiérarchies. Nous avons donc proposé une mise en cohérence matérielle des moyens et des fins par une stratégie libertaire. Nous avons montré que la préfiguration devait en être le moyen principal. Nous avons aussi démontré que les élections locales ou insurrections ne pouvaient être efficace que si elles étaient soutenues par la préfiguration et seulement si elles permettaient le développement de la préfiguration. Nous avons détaillé l'importance de la préfiguration et extensions de déjà-là économiques, politiques et socio-écosystémiques, de la coordination via des confédérations et plateformes, de la diffusion de savoirs et affects communaliste et de l'organisation de l'autonomie et de l'auto-défense des conquies. Finalement, nous avons souligné le rôle important d'organisations spécifiques communalistes, agissant comme opérateurs stratégiques permettant de catalyser la préfiguration, dans les expériences révolutionnaires. Nous avons proposé trois tactiques : soutenir les déjà-là existants, faciliter la création de nouveaux déjà-là communalistes et entraver les systèmes hiérarchiques.

Ayant un bon modèle du fonctionnement du pouvoir, des objectifs politiques précis et une ligne stratégique claire, nous avons ensuite établi un ensemble de propositions tactiques pour PEPS. Nous avons proposé des missions clés pour l'organisation : identification des déjà-là et manques à préfigurer, soutien des déjà-là, facilitation de la préfiguration, facilitation des processus de confédération et production de connaissances, modèles politiques, analyses stratégiques, imaginaires, œuvres, outils pédagogiques et outils de communication. Pour réaliser ces missions, nous avons suggéré des objectifs concrets pour PEPS. Nous avons d'abord proposé la clarification des propositions de la Seconde Commune, l'adoption d'une ligne stratégique de préfiguration, et la refonte communaliste et libertaire du mode de prise de décision et d'organisation. Nous avons ensuite détaillé les moyens prioritaires à développer par : des campagnes de recrutement et de levée de fonds, l'établissement de locaux, la refonte du site web, la création de documents de synthèse et de communication et la solidification d'un réseau communaliste. Nous avons aussi proposé la création d'une plateforme de coordination réunissant PEPS et d'autres organisations proches (Offensive, UCL, etc.). Finalement, nous avons lancé quelques pistes de premiers projets concrets : cartographie, soutien et confédération de déjà-là, première préfiguration active et création d'une première formation communaliste.

Le travail exposé ici ne doit en rien être vu comme définitif : il ne s'agit que d'un point de départ individuel, une base martyre permettant un processus collectif de discussion. La plupart des pistes ouvertes dans ce document ne sont qu'embryonnaires, et si nous pensons avoir permis de clarifier certaines questions, de nombreux points doivent être détaillés par d'autres propositions. De plus amples réflexions devront à notre sens préciser l'analyse théorique en intégrant plus explicitement les travaux féministes, queer et décoloniaux. Il serait aussi nécessaire de débattre et détailler (au sein de PEPS et au-delà) l'articulation précise de l'insurrection et des élections locales avec la préfiguration dans le cadre d'une stratégie libertaire communaliste. Le projet communaliste de PEPS devra aussi être étoffé, notamment dans sa dimension économique et dans sa proposition de nouveau rapport aux non-humains.

D'autres mondes sont possibles. Les graines d'une multitude magnifique sommeillent dans les failles de la méga-machine, il ne tient qu'à nous de protéger et de nourrir ces utopies endormies. Pour cela, il nous faudra nous confronter dignement au pessimisme de l'intellect : pas de déni ! Mais puisque nous savons qu'un monde meilleur est possible, nous avons la responsabilité morale d'embrasser l'optimisme de la volonté : pas de désespoir ! La beauté d'un monde commun libéré, écologique et social, remplacera bientôt l'excroissance grisâtre des systèmes de pouvoir hiérarchiques. Les immondes titans du vieux monde ne seront bientôt plus qu'une ombre, des cauchemardes hantant le mauvais souvenir de notre passage par l'obscurité. Puisse notre avenir communaliste être aussi long que notre passé égalitaire, et le pouvoir des rois-dévoreurs n'être qu'une ineptie vite dépassée. **Vive la Commune, vive la Sociale, vive les Vivants !**

Axel Molina

## Références

- Alesina, A. F., Giuliano, P., & Nunn, N. (2011). On the Origins of Gender Roles: Women and the Plough. *SSRN Electronic Journal*, 128(2). <https://doi.org/10.2139/ssrn.1856152>
- Ang, J. B. (2020). Early state institutions and the persistence of linguistic diversity. *European Journal of Political Economy*, 64, 101914. <https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2020.101914>
- Axelrod, R. (1984). *The evolution of cooperation*. Basic Books.
- Baryon, D. (2020, August 10). *The state is counter-revolutionary* [Video script]. The Anarchist Library. <https://theanarchistlibrary.org/library/anark-the-state-is-counter-revolutionary>
- Benkler, Y. (2006). *The Wealth of Networks: How Social Production Transforms Markets and Freedom*. Yale University Press.
- Berger, S. (2024). IV. L'Empire mongol : un État nomade. Dans S. Gouguenheim Les empires médiévaux (p. 103-126). Perrin. <https://doi.org/10.3917/perri.colle.2024.01.0103>.
- Biehl, J., & Bookchin, M. (1998). *The Politics of Social Ecology*. Black Rose Books.
- Bingham, P. M. (1999). Human Uniqueness: A General Theory. *The Quarterly Review of Biology*, 74(2), 133–169. <https://doi.org/10.1086/393069>
- Boehm, C. (2001). *Hierarchy in the forest : the evolution of egalitarian behavior*. Harvard University Press.
- Bookchin, M. (1982). *The Ecology of Freedom*. Cheshire Books.
- Bookchin, M. (1993). What is social ecology? In M. E. Zimmerman (Ed.), *Environmental philosophy: From animal rights to radical ecology* (pp. [insert page numbers]) (pp. xx–xx). Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall.
- Bookchin, M. (2002). *The communalist project*. *Communalism: International Journal for a Rational Society*, 2 (November 2002). Retrieved from <http://new-compass.net/articles/communalist-project>
- Bromham, L., Dinnage, R., Skirgård, H., Ritchie, A., Cardillo, M., Meakins, F., Greenhill, S., & Hua, X. (2021). Global predictors of language endangerment and the future of linguistic diversity. *Nature Ecology & Evolution*, 6(6), 1–11. <https://doi.org/10.1038/s41559-021-01604-y>

- Clastres, P. (1974). *La société contre l'État*. Les Éditions de minuit.
- Donaldson, S., & Kymlicka, W. (2011). *Zoopolis: a Political Theory of Animal Rights*. Oxford University Press.
- Ember, C. R., Ringen, E. J., Dunnington, J., & Pitek, E. (2020). Resource stress and subsistence diversification across societies. *Nature Sustainability*, 3(9), 737–745. <https://doi.org/10.1038/s41893-020-0542-5>
- F John Odling-Smee, Laland, K. N., & Feldman, M. W. (2003). *Niche construction : the neglected process in evolution*. Princeton University Press.
- Foucault, M. (2006). *Naissance de la biopolitique : cours au Collège de France, 1978-1979*. Gallimard.
- Friot, B. (2012). *L'enjeu du salaire*. La Dispute.
- Gilens, M., & Page, B. I. (2014). Testing Theories of American politics: Elites, Interest groups, and Average Citizens. *Perspectives on Politics*, 12(03), 564–581. <https://doi.org/10.1017/S1537592714001595>
- Godelier, M. (2002). La théorie de la transition chez Marx. *Sociologie et Sociétés*, 22(1), 53–81. <https://doi.org/10.7202/001301ar>
- Gray, J., & Curry, P. (2019). Ecodemocracy and Political Representation for Non-human Nature. *Conservation*, 155–166. [https://doi.org/10.1007/978-3-030-13905-6\\_11](https://doi.org/10.1007/978-3-030-13905-6_11)
- Herman, E. S., & Chomsky, N. (1988). *Manufacturing consent: The political economy of the mass media*. Pantheon Books.
- Hewlett, B. S. (1994). *Intimate fathers : the nature and context of Aka pygmy paternal infant care*. University Of Michigan Press.
- Hunting, E. (2020, July 18). *Solarpunk: Post-industrial design and aesthetics*. Medium. <https://medium.com/@erichunting/solarpunk-post-industrial-design-and-aesthetics-1ecb350c28b6>
- Knoll, A. H., & Bambach, R. K. (2000). Directionality in the history of life: diffusion from the left wall or repeated scaling of the right? *Paleobiology*, 26(sp4), 1–14. [https://doi.org/10.1666/0094-8373\(2000\)26\[1:dithol\]2.0.co;2](https://doi.org/10.1666/0094-8373(2000)26[1:dithol]2.0.co;2)
- Kuznets, S. (1955) Economic Growth and Income Inequality. *The American Economic Review*, 45, 1-28.
- Lee, R. B. (1979). *The!Kung San : men, women, and work in a foraging society*. Cambridge University Press.

Levins, R. (1966). *The strategy of model building in population biology*. *American Scientist*, 54(4), 421–431.

Levis, C., Flores, B. M., João Vitor Campos-Silva, Peroni, N., Staal, A., Maíra C. G. Padgurschi, Wetherbee Dorshow, Moraes, B., Schmidt, M., Taku Wate Kuikuro, Huke Kuikuro, Kumessi Wauja, Kalutata Kuikuro, Afukaka Kuikuro, Fausto, C., Franchetto, B., Watling, J., Lima, H., Heckenberger, M., & Clement, C. R. (2024). Contributions of human cultures to biodiversity and ecosystem conservation. *Nature Ecology & Evolution*. <https://doi.org/10.1038/s41559-024-02356-1>

Lowes, S. (2020). Kinship Structure & Women: Evidence from Economics. *Daedalus*, 149(1), 119–133. [https://doi.org/10.1162/daed\\_a\\_01777](https://doi.org/10.1162/daed_a_01777)

Marx, K. (1867). *Das Kapital / 1, Der Produktionsprozeß des Kapitals*. Dietz.

Moore, J. W. (2015). *Capitalism in the web of life : ecology and the accumulation of capital*. Verso.

Noon. (2020, August 4). *Library socialism*. *New Economy Journal*, 2(4). <https://www.neweconomy.org.au/journal/issues/vol2/iss4/library-socialism/>

Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press.

Peoples' Platform Europe. (2025, February 16). *Looking back at the Peoples' Platform Europe Conference*. [https://peoplesplatform.net/pdfs/booklet-looking-back/\[ENG\]-booklet-looking-back-at-the-peoples-platform.pdf](https://peoplesplatform.net/pdfs/booklet-looking-back/[ENG]-booklet-looking-back-at-the-peoples-platform.pdf)

Pignocchi, A. (2025). *Perspectives terrestres*. Seuil.

Piketty, T. (2019). *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*. Éditions Du Seuil.

Plavcan, J. M. (2012). Sexual Size Dimorphism, Canine Dimorphism, and Male-Male Competition in Primates. *Human Nature*, 23(1), 45–67. <https://doi.org/10.1007/s12110-012-9130-3>

Raekstad, P., & Sofa Saio Gradin. (2020). *Prefigurative Politics*. Polity.

Sahlins, M. (1972). *Stone Age economics*. Routledge.

Sapolsky, R. M. (2005). The Influence of Social Hierarchy on Primate Health. *Science*, 308(5722), 648–652. <https://doi.org/10.1126/science.1106477>

Sarah Blaffer Hrdy. (2009). *Mothers and Others : the Evolutionary Origins of Mutual Understanding*. Belknap Press Of Harvard University Press.

- Scott, J. C. (1998). *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. Yale University Press.
- Scott, J. C. (2009). *The Art of Not Being Governed*. Yale University Press.
- Scott, J. C. (2017). *Against the Grain: A Deep History of the Earliest States*. Yale University Press.
- Selosse, M. A. (2000). *La symbiose*. Vuibert.
- Stépanoff, C. (2024). *Attachements*. La Découverte.
- Stephen Jay Gould. (1996). *Full House*. Harmony.
- Surowiecki, J. (2004). *The Wisdom Of Crowds: why many are smarter than the Few and How Collective Wisdom Shapes Business, Economies, Societies, and Nations*. Doubleday.
- Szathmáry, E., & Maynard Smith, J. (1997). From Replicators to Reproducers: the First Major Transitions Leading to Life. *Journal of Theoretical Biology*, 187(4), 555–571. <https://doi.org/10.1006/jtbi.1996.0389>
- Tennie, C., Call, J., & Tomasello, M. (2009). Ratcheting up the ratchet: on the evolution of cumulative culture. *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences*, 364(1528), 2405–2415. <https://doi.org/10.1098/rstb.2009.0052>
- Testart, A. (1982). *Les chasseurs-cueilleurs ou l'origine des inégalités*. Société d'ethnographie, Université Paris-Nanterre.
- Towner, S. (2010). Concept of mind in non-human primates. *Bioscience Horizons: The International Journal of Student Research*, 3(1), 96–104. <https://doi.org/10.1093/biohorizons/hzq011>
- Vandana Shiva. (1993). *Monocultures of the Mind : Perspectives on Biodiversity and Biotechnology*. Zed Books.
- Vasseur, B., & Friot, B. (2024). *Le communisme qui vient*. La Dispute.
- Vladimir Lenin. (1917). *State and revolution : Marxist teaching about the theory of the state and the tasks of the proletariat in the revolution*. Greenwood Press.
- Weaver, A. (2006). *Especifismo: The anarchist praxis of building popular movements and revolutionary organization in South America*. Black Rose Anarchist Federation. Retrieved October 17, 2021, from <https://libcom.org>
- Weber, M., & Gerth, H. (1958). *From Max Weber : essays in sociology*. Oxford Univ. Press, [19]59.



Wilkinson, R. G., & Pickett, K. (2009). *The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better*. Allen Lane.

Woolley, A. W., Chabris, C. F., Pentland, A., Hashmi, N., & Malone, T. W. (2010). Evidence for a Collective Intelligence Factor in the Performance of Human Groups. *Science*, 330(6004), 686–688. <https://doi.org/10.1126/science.1193147>

Wrangham, R. W. (2018). Two types of aggression in human evolution. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 115(2), 245–253. <https://doi.org/10.1073/pnas.1713611115>

Yanis Varoufakis. (2023). *Techno-Feudalism*. Random House.